SATELEC
Société par actions simplifiée
Au capital de 4 500 000 euros
Siège social : 24 avenue du Général de Gaulle
91170 VIRY-CHATILLON

971 201 546 RCS EVRY

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE ANNUELLE
DU 28 MARS 2025

Proposition de la résolution d'affectation du résultat de l'exercice clos le 30 septembre 2024

DEUXIÈME RÉSOLUTION

L'Assemblée Générale décide d'affecter le bénéfice de l'exercice clos le 30 septembre 2024 s'élevant à 2 793 924 euros de la manière suivante :

Bénéfice de l'exercice	2 793 924 euros
Report à nouveau antérieur créditeur	5 343 081 euros
Pour former un bénéfice distribuable de	8 137 005 euros
A titre de dividendes *Soit 11,42 euros par action*	2 400 000 euros
Le solde Est affecté en totalité au compte « Report à nouveau ».	5 737 005 euros

Compte tenu de cette affectation, les capitaux propres de la Société s'établissent à 14 191 874 euros.

Le dividende sera mis en paiement à compter de ce jour.

Ce dividende sera soumis, pour les personnes physiques, à un prélèvement forfaitaire unique (PFU) au taux global de 30 % des revenus perçus. Ce taux forfaitaire global est constitué par une imposition à l'impôt sur le revenu à hauteur de 12,8 % auquel s'ajoutent les prélèvements sociaux de 17,2 %.

Par dérogation et sur option expresse et irrévocable, les dividendes perçus peuvent être soumis au barème progressif de l'impôt sur le revenu. Lorsque l'option globale pour le barème progressif est exercée l'abattement de 40 % demeure applicable.

Dans ce cas :

- Le montant des revenus distribués au titre de l'exercice clos le 30 septembre 2024 non éligibles à l'abattement de 40 % s'élève à 2 399 269 euros,

- Le montant des revenus distribués au titre de l'exercice clos le 30 septembre 2024 éligibles à l'abattement de 40 % s'élève à 731 euros.

Distributions antérieures de dividendes

Afin de nous conformer aux dispositions de l'article 243 bis du Code général des impôts, nous vous rappelons que les dividendes distribués au titre des trois derniers exercices ont été les suivants :

Exercices	Dividendes	Abattements	Sans Abattement
30 septembre 2021	3 000 000 €	914 €	2 999 086 €
30 septembre 2022	5 000 000 €	1 523 €	4 998 477 €
30 septembre 2023	2 000 000 €	609 €	1 999 391 €

Vote de l'Assemblée Générale Ordinaire Annuelle du 28 mars 2025

Cette résolution est adoptée à l'unanimité des voix des associés.

Certifié conforme
Le Président
Jérôme ALLIX

GBA | Audit & Finance

10 rue du Docteur Finlay
75015 PARIS

RCS Paris 342 775 137

Crowe

Dupouy
6-8 avenue des Satellites
33185 LE HAILLAN

RCS Bordeaux 463 200 725

SAS SATELEC

24 avenue du Général de Gaulle
91178 VIRY CHATILLON CEDEX

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 30 septembre 2024

Commissaire aux comptes
Membre de la compagnie régionale de Paris

Commissaire aux comptes
Membre de la compagnie régionale de Bordeaux

GBA | Audit & Finance

10 rue du Docteur Finlay
75015 PARIS
RCS Paris 342 775 137

Crowe

Dupouy
6-8 avenue des Satellites
33185 LE HAILLAN
RCS Bordeaux 463 200 725

SAS SATELEC

24 avenue du Général de Gaulle
91178 VIRY CHATILLON CEDEX

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 30 septembre 2024

Aux associés de SATELEC,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos Assemblées Générales, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société SATELEC relatifs à l'exercice clos le 30 septembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.
Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er octobre 2023 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R. 821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Résultats à terminaison des contrats à long terme

Votre société constate les résultats sur les contrats à long terme selon les modalités décrites dans la note « Contrats long terme » en page 12 de l'annexe. Suivant la nature des contrats et des travaux, votre société utilise soit la méthode à l'achèvement, soit la méthode à l'avancement. Ces résultats sont dépendants des estimations à terminaison réalisées par les chargés d'affaires sous le contrôle de la direction générale.
Sur la base des informations qui nous ont été communiquées, nos travaux ont consisté notamment à apprécier les données et les hypothèses sur lesquelles se fondent les évaluations des résultats à terminaison de ces contrats, à revoir les calculs effectués par la société, à comparer les évaluations des résultats à terminaison des périodes précédentes avec les réalisations correspondantes, à examiner les procédures d'approbation de ces estimations par la direction générale et à apprécier le caractère raisonnable de ces estimations.

Titres de participation

Les titres de participation, dont le montant net figurant au bilan au 30 septembre 2024 s'établit à 21 455 K€, sont évalués à leur coût d'acquisition et dépréciés sur la base de leur valeur d'utilité selon les modalités décrites dans la note « Participations, titres immobilisés » en page 11 de l'annexe.
Sur la base des informations qui nous ont été communiquées, nos travaux ont consisté à apprécier les données sur lesquelles se fondent ces valeurs d'utilité, notamment à revoir l'actualisation des perspectives de rentabilité des activités concernées et de réalisation des objectifs, et à contrôler la cohérence des hypothèses retenues avec les données prévisionnelles issues des plans stratégiques établis par chacune de ces activités sous le contrôle de la direction générale.

Provisions Risques et charges

Votre société constitue des provisions pour couvrir les risques de sorties de ressources probables résultant d'obligations actuelles, tels que décrits dans la note « Provisions pour risques et charges » en page 12 de l'annexe.
Nos travaux ont notamment consisté à apprécier les données et les hypothèses sur lesquelles se fondent ces estimations, à revoir par sondages les calculs effectués par la société, à comparer les estimations comptables des périodes précédentes avec les réalisations correspondantes, à examiner les procédures d'approbation de ces estimations par la direction et à apprécier le caractère raisonnable de ces estimations.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux associés.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D. 441-6 du code de commerce.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 821.55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;

- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris et Le Haillan, le 17 mars 2025

Les commissaires aux comptes

GBA Audit & Finance	**Dupouy**
Représenté par :	*Représenté par :*
Xavier LECARON Certified by yousign	Bruno TIROT Certified by yousign
Xavier LECARON	**Bruno TIROT**

SATELEC

24 AVENUE DU GENERAL DE GAULLE 91170 VIRY CHATILLON

Document soumis au contrôle
du Commissaire aux Comptes

Comptes au 30/09/2024



Bilan actif

Document soumis au contrôle du Commissaire aux Comptes

BILAN-ACTIF	Exercice N			Exercice N-1
	Brut	Amort.	Net	Net
Capital souscrit non appelé (I)	0		0	0
Frais d'établissement	0	0	0	0
Frais de développement	0	0	0	0
Concessions,brevets et droits similaires	1 128 094	1 115 384	12 710	9 854
Fonds commercial	733 448	733 448	0	0
Autres immobilisations incorporelles	0	0	0	0
Avances sur immobilisations incorporelles	0	0	0	0
TOTAL immobilisations incorporelles	**1 861 542**	**1 848 831**	**12 710**	**9 854**
Terrains	385 464	0	385 464	385 464
Constructions	23 963 311	15 606 036	8 357 275	4 061 649
Installations techniques, matériel	6 968 074	5 750 753	1 217 320	1 154 129
Autres immobilisations corporelles	22 864 932	15 150 188	7 714 744	5 481 127
Immobilisations en cours	349 402	0	349 402	3 283 965
Avances et acomptes	35 033	0	35 033	0
TOTAL immobilisations corporelles	**54 566 215**	**36 506 977**	**18 059 238**	**14 366 334**
Participations selon la méthode de meq	0	0	0	0
Autres participations	27 830 083	6 375 053	21 455 030	23 130 030
Créances rattachées à des participations	1 770 000	0	1 770 000	390 000
Autres titres immobilisés	23 384	0	23 384	23 186
Prêts	0	0	0	0
Autres immobilisations financières	213 868	4 853	209 016	232 732
TOTAL immobilisations financières	**29 837 335**	**6 379 906**	**23 457 430**	**23 775 948**
Total Actif Immobilisé (II)	**86 265 092**	**44 735 714**	**41 529 378**	**38 152 135**
Matières premières, approvisionnements	1 195 262	217 204	978 059	890 196
En cours de production de biens	146 456 535	3 039 828	143 416 707	108 917 843
En cours de production de services	0	0	0	0
Produits intermédiaires et finis	0	0	0	0
Marchandises	0	0	0	0
TOTAL Stock	**147 651 797**	**3 257 032**	**144 394 765**	**109 808 039**
Avances et acomptes versés sur commandes	348 071	0	348 071	442 262
Clients et comptes rattachés	65 545 912	607 575	64 938 337	67 174 548
Autres créances	13 743 792	407 000	13 336 792	6 085 852
Capital souscrit et appelé, non versé	0	0	0	0
TOTAL Créances	**79 289 704**	**1 014 575**	**78 275 129**	**73 260 400**
Valeurs mobilières de placement	0	0	0	0
dont actions propres:				
Disponibilités	18 687 626	0	18 687 626	14 592 906
TOTAL Disponibilités	**18 687 626**	**0**	**18 687 626**	**14 592 906**
Charges constatées d'avance	293 303	0	293 303	278 606
Total Actif Circulant (III)	**246 270 501**	**4 271 607**	**241 998 894**	**198 382 213**
Frais d'émission d'emprunt à étaler (IV)	0		0	0
Prime de remboursement des obligations (V)	0		0	0
Ecarts de conversion actif (VI)	0		0	0
Total Général (I à VI)	**332 535 593**	**49 007 321**	**283 528 272**	**236 534 348**

Bilan passif

BILAN-PASSIF			Exercice N	Exercice N-1
Capital social ou individuel	dont versé :	4 500 000	4 500 000	4 500 000
Primes d'émission, de fusion, d'apport, ...			1 103 444	1 103 444
Ecarts de réévaluation	dont écart d'équivalence	0	0	0
Réserve légale			450 000	450 000
Réserves statutaires ou contractuelles			0	0
Réserves réglementées	dont réserve des prov. fluctuation des cours :	0	0	0
Autres réserves	dont réserve achat d'œuvres originales d'artistes :	0	1 809 570	1 809 570
		TOTAL Réserves	**2 259 570**	**2 259 570**
Report à nouveau			5 343 081	3 657 233
RÉSULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)			**2 793 924**	**3 685 848**
Subventions d'investissement			0	0
Provisions réglementées			591 855	419 294
		TOTAL CAPITAUX PROPRES (I)	**16 591 874**	**15 625 389**
Produit des émissions de titres participatifs			0	0
Avances conditionnées			0	0
		TOTAL AUTRES FONDS PROPRES (II)	**0**	**0**
Provisions pour risques			2 810 139	2 885 630
Provisions pour charges			1 488 778	1 094 345
		TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES (III)	**4 298 917**	**3 979 974**
Emprunts obligataires convertibles			0	0
Autres emprunts obligataires			0	0
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit			11 941 637	8 138 048
Emprunts et dettes financières divers	dont emprunts participatifs :	0	0	0
		TOTAL Dettes financières	**11 941 637**	**8 138 048**
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours			10 694 794	10 134 614
Dettes fournisseurs et comptes rattachés			32 110 291	37 271 760
Dettes fiscales et sociales			25 867 886	23 467 788
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés			1 524 661	732 779
Autres dettes			3 789 361	3 753 438
		TOTAL Dettes d'exploitation	**73 986 993**	**75 360 380**
Produits constatés d'avance			176 708 851	133 430 558
		TOTAL DETTES (IV)	**262 637 481**	**216 928 985**
Ecart de conversion Passif (V)			0	0
		TOTAL GENERAL - PASSIF (I à V)	**283 528 272**	**236 534 348**

Document soumis au contrôle du Commissaire aux Comptes

Compte de résultat

COMPTE DE RESULTAT	Exercice N France	Exercice N Exportation	Exercice N Total	Exercice N-1
Ventes de marchandises	0	0	0	0
Production vendue biens	0	0	0	-9 534
Production vendue services	202 026 776	844 975	202 871 751	203 010 966
Chiffres d'affaires nets	**202 026 776**	**844 975**	**202 871 751**	**203 001 432**
Production stockée			34 665 175	8 679 334
Production immobilisée			1 876 506	2 996 657
Subventions d'exploitation			414 089	434 999
Reprises sur amortissements et provisions, transferts de charges			7 285 187	5 496 231
Autres produits			5 126 013	4 892 027
Total des produits d'exploitation (I)			**252 238 720**	**225 500 679**
Achats de marchandises (y compris droits de douane)			0	0
Variation de stock (marchandises)			0	0
Achats de matières premières et autres approvisionnements (y compris droits de douane)			66 574 699	60 992 117
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)			-114 498	-90 426
Autres achats et charges externes			89 903 390	79 744 911
Impôts, taxes et versements assimilés			3 629 382	3 269 545
Salaires et traitements			56 235 522	51 297 097
Charges sociales			19 235 392	16 791 289
Dotations d'exploitation — sur immobilisations — Dotations aux amortissements			3 598 957	2 761 015
Dotations d'exploitation — sur immobilisations — Dotations aux provisions			0	0
Dotations d'exploitation — Sur actif circulant : dotations aux provisions			3 403 220	3 129 797
Dotations d'exploitation — Pour risques et charges : dotations aux provisions			1 529 327	1 079 950
Autres charges			767 381	386 157
Total des charges d'exploitation (II)			**244 762 773**	**219 361 453**
RÉSULTAT D'EXPLOITATION			**7 475 947**	**6 139 226**
Bénéfice attribué ou perte transférée (III)			452 575	458 855
Perte supportée ou bénéfice transféré (IV)			164 227	608 764
Produits financiers de participations			107 579	2 101 200
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé			0	0
Autres intérêts et produits assimilés			1 020 631	491 289
Reprises sur provisions et transferts de charges			0	0
Différences positives de change			4 189	274
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement			0	0
Total des produits financiers (V)			**1 132 399**	**2 592 763**
Dotations financières aux amortissements et provisions			0	0
Intérêts et charges assimilées			396 733	191 438
Différences négatives de change			5 554	743
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement			0	0
Total des charges financières (VI)			**402 288**	**192 181**
RÉSULTAT FINANCIER			**730 111**	**2 400 583**
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS (I-II+III-IV+V-VI)			**8 494 406**	**8 389 900**

Document soumis au contrôle du Commissaire aux Comptes

Compte de résultat (suite)

COMPTE DE RESULTAT (suite)	Exercice N	Exercice N-1
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	0	0
Produits exceptionnels sur opérations en capital	61 062	273 466
Reprises sur provisions et transferts de charges	1 095 181	724 849
Total des produits exceptionnels (VII)	**1 156 243**	**998 315**
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	22 369	172 594
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	44 871	107 771
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions	3 135 962	3 007 393
Total des charges exceptionnelles (VIII)	**3 203 202**	**3 287 758**
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (VII -VIII)	**-2 046 960**	**-2 289 443**
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise (IX)	1 438 929	981 551
Impôts sur les bénéfices (X)	2 214 594	1 433 057
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V + VII)	**254 979 937**	**229 550 612**
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VIII + IX + X)	**252 186 013**	**225 864 764**
BÉNÉFICE OU PERTE (total des produits - total des charges)	**2 793 924**	**3 685 848**

Document soumis au contrôle du Commissaire aux Comptes

Document soumis au contrôle
du Commissaire aux Comptes

ANNEXE

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes sociaux annuels de SATELEC (ci-après l'entreprise ou la société)
Etablis pour l'exercice de 12 mois clos au 30/09/2024, les comptes annuels ont été arrêtés par les dirigeants de la société.

Sauf indication contraire, les montants sont exprimés en euros.

METHODES D'EVALUATION ET COMPARABILITE DES COMPTES

Base de préparation des comptes sociaux

Les comptes sociaux annuels de SATELEC pour l'exercice au 30/09/2024 ont été établis conformément aux règles et principes comptables généralement admis en France selon les dispositions du plan comptable général (Règlement ANC n°2014-3 du 5 juin 2014 relatif au PCG) à jour des différents règlements complémentaires à la date de l'établissement des dits comptes annuels

Les conventions comptables d'établissement et de présentation des comptes sociaux ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

Document soumis au contrôle
du Commissaire aux Comptes

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode du coût historique.
Seules sont exprimées les informations significatives

Opérations en devises

Chiffre d'affaires

Les ventes en devises sont enregistrées en chiffre d'affaires au cours du jour de la vente. L'effet de la couverture est, le cas échéant, comptabilisé dans le même compte de chiffre d'affaires.

Dettes et créances commerciales, disponibilités

Les dettes, créances et disponibilités libellées en devises sont converties en fin d'exercice à leur cours de clôture. Les différences de conversion résultant de la réévaluation des créances et dettes en devises au cours de clôture sont inscrites au bilan en « écarts de conversion actif » lorsqu'il s'agit d'une perte latente et en « écarts de conversion passif » lorsqu'il s'agit d'un gain latent. Les écarts de conversion actifs font l'objet d'une provision à concurrence du risque non couvert.

Les écarts de conversion résultant de la réévaluation des disponibilités sont portés au compte de résultat, sauf si les disponibilités entrent dans une relation de couverture (élément couvert ou couverture). Dans ce cas, les écarts de conversion sont inscrits au bilan et suivent les principes de comptabilité de couverture.

Les écarts de conversion des dettes et créances d'exploitation (provisionnés ou réalisés) sont comptabilisés en résultat d'exploitation. Les écarts de conversion des dettes et créances financières (provisionnés ou réalisés) sont comptabilisés en résultat financier.

Immobilisations acquises libellées en devises

En l'absence de couverture, le coût d'entrée de ces immobilisations est converti en euros à la date d'entrée de l'immobilisation à l'actif. L'écart entre le cours du jour de l'acquisition et le cours effectif de paiement constitue donc une perte ou un gain de change.

Dans le cas d'une couverture, l'effet de la couverture doit obligatoirement être intégré dans la valeur d'entrée de l'immobilisation, en complément du prix d'achat. Les frais engagés au titre de la mise en place de la couverture sont intégrés au coût d'entrée de l'immobilisation.

NOTES SUR LE BILAN

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, ne sont pas rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

La méthode de comptabilisation des composants a été appliquée.

Coûts d'emprunt

L'entreprise a opté pour la comptabilisation en charges des intérêts des emprunts spécifiques à l'acquisition ou à la production d'immobilisations.

Fonds commercial

Les fonds commerciaux inscrits l'actif ont pour origine :

. Droit au bail pour 15 000 Euros,

. Acquisitions en :

1990 de la société EIP pour 262 975 Euros
2003 de la société AEIN pour 68 602 Euros
2014 de la société FAMATEC pour 80 000 Euros;

Document soumis au contrôle
du Commissaire aux Comptes

. Mali de fusion en:

2011 de la société ELP pour 306 871 Euros

Amortissements et Dépréciation des immobilisations corporelles et incorporelles

Amortissements et dépréciations d'un fonds commercial

Conformément au règlement ANC 2015-06, le fonds commercial dont la durée d'utilisation est limitée fait l'objet d'un amortissement. Le cas échéant, il fait également l'objet d'une dépréciation.

Le caractère limité de la durée d'utilisation d'un actif est déterminé, soit à l'origine, soit en cours d'utilisation, au regard des critères, généralement physiques, techniques, juridiques ou économiques, inhérents à l'utilisation par la société de l'actif considéré.

Le montant de la dépréciation comptabilisée s'élève à 718 447 euros.

Amortissement des immobilisations corporelles

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire et dégressif en fonction de la durée de vie prévue.

Constructions :	
- Toiture	10 à 20 ans – mode linéaire
- Fluides	10 ans – mode linéaire
- Aménagements	10 ans – mode linéaire
- Gros œuvre	20 à 50 ans – mode linéaire
Installations techniques	5 à 10 ans
Matériel et outillage industriels :	
- amortissement comptable	durée d'utilisation 2 à 8 ans – mode linéaire
- amortissement fiscal	durée d'usage 2 à 8 ans – mode linéaire ou dégressif
Installations générales, agencements et aménagement	10 ans
Matériel de transport	2 à 5 ans – mode linéaire ou dégressif

Matériel de bureau	2 à 5 ans – mode linéaire ou dégressif
Matériel informatique	2 à 5 ans – mode linéaire ou dégressif
Mobilier	3 à 5 ans

L'entreprise pratique l'amortissement dérogatoire pour bénéficier de la déduction fiscale des amortissements en ce qui concerne les immobilisations dont la durée d'utilisation comptable est plus longue que la durée d'usage fiscale.

Dépréciations des immobilisations corporelles
Une provision pour dépréciation est calculée quand la valeur actuelle d'un actif est inférieure à la valeur nette comptable.
Les tests réalisés n'ont pas conduit à la comptabilisation d'une dépréciation.

Document soumis au contrôle
du Commissaire aux Comptes

Participations, titres immobilisés.

Les titres de participation sont comptabilisés à leur coût d'acquisition y compris les frais d'acquisition (droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes).
La valeur d'inventaire des titres correspond à la valeur d'utilité pour l'entreprise. Elle est déterminée en fonction de l'actif net de la filiale, de sa rentabilité et de ses perspectives d'avenir. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure au coût d'acquisition, une dépréciation est constituée du montant de la différence.

Stocks de matières premières, produits finis et semi-finis

Les coûts d'acquisition des stocks comprennent le prix d'achat, les droits de douane et autres taxes, à l'exclusion des taxes ultérieurement récupérables par l'entreprise auprès des administrations fiscales, ainsi que les frais de transport, de manutention et autres coûts directement attribuables au coût de revient des matières premières, des marchandises, des encours de production et des produits finis. Les rabais commerciaux, remises, escomptes de règlement et autres éléments similaires sont déduits pour déterminer les coûts d'acquisition.
Les stocks de matières premières sont évalués selon la méthode du coût moyen pondéré.

Dépréciation des stocks de matières premières, produits finis et semi-finis

Stocks de matières premières et pièces de rechange
Les stocks sont dépréciés en fonction de leur durée de rotation calculée sur les 12 derniers mois de consommation.
Ils sont classés en trois catégories :
- stock vivant si les quantités en stock sont inférieures à un an de consommation
- stock mort s'il n'y a aucune consommation sur un an
- stock lent si les quantités en stock sont supérieures à un an de consommation

Le taux de provision varie entre 0 et 95%.

Travaux en cours

Le coût de production des en-cours et des produits finis est constitué par :
- le coût d'acquisition des matières premières consommées,
- les charges directes de production,
- les charges indirectes de production.

Selon la nature des travaux, les opérations partiellement exécutées sont comptabilisées selon la méthode de l'avancement ou de l'achèvement.

Pour les opérations comptabilisées selon la méthode à l'avancement :
Par comparaison à la facturation méritée, les factures à émettre sont comptabilisées en "Travaux en cours" et les factures comptabilisées d'avance sont extournées en "Produits constatés d'avance".

Pour les opérations comptabilisées selon la méthode de l'achèvement :
Les travaux en cours correspondent aux coûts de production des affaires partiellement exécutées.
Les factures émises sur ces affaires sont comptabilisées en produits constatés d'avance.
Par comparaison à la facture méritée, le coût de production fait éventuellement l'objet d'une dépréciation.

Les affaires partiellement exécutées présentant une perte complémentaire à la fin du chantier font l'objet d'une provision pour perte à terminaison.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale.

Document soumis au contrôle du Commissaire aux Comptes

Dépréciation des créances

Les créances clients, hors créances publiques, sont dépréciées comme suit.

- Créances échues entre 1 an et 2 ans 50%
- Créances échues depuis plus de 2 ans 100%

La dépréciation des créances échues depuis moins de 1 an et des créances sur marchés publics s'apprécie au cas par cas.

Centralisation de trésorerie

L'entreprise fait partie de la centralisation de trésorerie du Groupe Fayat, dont le fonctionnement est le suivant :
La société Centralisatrice facture trimestriellement les filiales centralisées et rémunère les excédents de trésorerie des sociétés centralisées au taux EONIA en cours d'année.
Les éventuels excédents de produits financiers dégagés par les placements effectués à partir de ces fonds sont répartis en fin d'exercice.
Les sociétés centralisées en situation emprunteuse rémunèrent la société centralisatrice au taux de rémunération moyen du cash pool.

Provisions réglementées

Les provisions inscrites au bilan sont détaillées sur l'état des provisions et font partie des capitaux propres au bilan.

Provisions pour risques et charges

Les provisions pour risques et charges sont comptabilisées pour faire face à des sorties de ressources probables résultant d'obligations actuelles issues d'évènements passés.

Engagements de retraite

La convention collective de l'entreprise prévoit des indemnités de fin de carrière. Il n'a pas été signé un accord particulier.
Le montant des engagements de la société s'élève à 3 353 097 euros.

La part des engagements qui ont fait l'objet d'une provision s'élève à 151 747 € résulte de l'acquisition du fonds de commerce AES en 2014pour 1
L'indemnité de départ à la retraite est déterminée en appliquant une méthode tenant compte des salaires projetés de fin de carrière, du taux de rotation du personnel, de l'espérance de vie et d'hypothèses d'actualisation des versements prévisibles.
Les hypothèses actuarielles retenues sont les suivantes :

- Taux d'actualisation 3.61%
- Taux de croissance des salaires 2.75%
- Age de départ à la retraite 67 ans
- Table de taux de mortalité table INSEE 2019-2021

NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT

Contrats long terme

La société utilise, suivant la nature des contrats et des travaux, soit la méthode à l'achèvement, soit la méthode à l'avancement :

- Achèvement : le résultat et le chiffre d'affaires provenant de ces contrats à long terme ne sont réputés acquis que lors de la livraison ou de l'achèvement de la prestation. La totalité du chiffre d'affaires est constatée en fin de contrat, de même que le résultat.
- Avancement : le produit pris en compte correspond au prix de vente avancé, calculé sur la base du prix de vente total du contrat, multiplié par le taux d'avancement réel de l'opération déterminé en fonction des débours engagés.

Produits et charges exceptionnels

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'entreprise.

Opérations faites en commun

Les quotes-parts de Sociétés En Participation (SEP) sont constatées en quotes-parts sur opérations faites en commun.
Les quotes-parts de SEP à l'avancement sont comptabilisées jusqu'au 30 septembre N.
La quote-part de résultat des SEP du 1er janvier N au 30 septembre N fait l'objet d'une neutralisation fiscale par le biais d'une réintégration ou déduction fiscale.
Néanmoins, une provision pour impôt est constituée lorsque la quote-part de résultat du 1er janvier au 30 septembre est positive.

Effectif moyen

Pour les exercices ouverts à compter du 9 février 2020, les salariés à prendre en compte pour l'annexe sont :
- ceux titulaires d'un contrat de travail à durée indéterminée ou déterminée
- les employés à temps plein ou temps partiel

Les salariés mis à disposition, y compris les salariés temporaires, les apprentis, les salariés en contrat unique d'insertion ou en contrat de professionnalisation, sont donc exclus.
L'effectif moyen de salariés correspond à la moyenne du nombre de personnes employées au cours de chacun des mois de l'année civile précédente ou du dernier exercice comptable lorsque celui-ci ne correspond pas à l'année civile précédente.

Rémunération des commissaires aux comptes

Nom du commissaire aux comptes	Honoraires comptabilisés au titre du contrôle légal	Honoraires comptabilisés au titre des autres services	Total par commissaire aux comptes
Cabinet DUPOUY & Associés	69 593	0	69 593
GBA	64 284	0	64 284
Montant total des honoraires	**133 877**	**0**	**133 877**

Document soumis au contrôle du Commissaire aux Comptes

Intégration fiscale

A partir de l'exercice ouvert au 01/01/2013, l'entreprise SATELEC est comprise dans le périmètre d'intégration fiscale du groupe SAS FAYAT, 137 Rue du Palais Gallien 33029 BORDEAUX CEDEX.
La convention d'intégration fiscale est celle préconisée par l'administration fiscale. L'impôt sur les bénéfices est calculé comme en l'absence d'intégration fiscale, excepté les deux points suivants :
- Tous les crédits d'impôts sont directement acquis.
- La quote-part de frais et charges appliquée sur les dividendes perçus des filiales intégrées fiscalement est identique à la quote-part applicable aux dividendes reçus par la tête de groupe (1%).

Les créances d'impôts liées au déficit ne sont pas comptabilisées.

AUTRES INFORMATIONS

Identité de la société mère consolidant les comptes de la société

Dénomination sociale :	F. PARTICIPATIONS
Forme :	SCA
Au capital de :	1 059 719 890 euros
Adresse du siège social :	137 rue du Palais Gallien 33000 BORDEAUX

Les comptes consolidés du Groupe FAYAT sont disponibles au siège de la société :
F. PARTICIPATIONS : 137 rue du Palais Gallien 33000 Bordeaux.

FAITS MARQUANTS

L'exercice clos au 30/09/2024 a été marqué par les événements suivants :

Monsieur DUMINY, président depuis le 03 octobre 2011 de la société SATELEC, a cessé ses fonctions le 13 décembre 2023.
En conséquence, lors du procés verbal de l'AGMEO du 13 décembre 2023, la nomination de Mr Jérôme ALLIX en qualité de nouveau président a été retenue.

Mr ALLIX devient le nouveau Directeur Général de SATELEC par intérim jusqu'en mars 2025, en remplacement de Mr BOURTEEL Antoine.

Mr BOZCMAK a rejoint la société SATELEC en tant que secrétaire général le 06 novembre 2023.

VALORISATION FILIALES
La valorisation réelle de la société ERS est inférieure à la valeur comptable des titres, de ce fait une dépréciation pour titres complémentaire de 1.063.000€ a été comptabilisée sur l'exercice.
La valorisation réelle de la société CENERGIA est inférieure à la valeur comptable des titres, de ce fait une dépréciation pour titres complémentaire de 612.000€ a été comptabilisée sur l'exercice.

ETABLISSEMENT JORDANIE
L'établissement SATELEC JORDANIE a été créé le 24/09/2024 afin de porter le projet de construction d'une centrale électrique adossé à une station d'épuration

Hormis les remarques précédentes, aucun autre fait caractéristique n'est à mentionner au titre de l'exercice écoulé.

AUTRES ELEMENTS SIGNIFICATIFS

Aucun élement significatif n'est à mentionner au titre de l'exercice écoulé.

Document soumis au contrôle
du Commissaire aux Comptes

EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

Aucun événement significatif postérieur à la clôture n'est à signaler.

Immobilisations

Cadre A	IMMOBILISATIONS	Valeur brute au début de l'exercice	Augmentations	
			Réévaluation	Acqu. et apports
Frais d'établissement et de développement (I)		0	0	0
Autres postes d'immobilisations incorporelles (II)		1 850 632	0	10 910
Terrains		385 464	0	0
Constructions	Sur sol propre	13 034 143	0	3 503 359
	Sur sol d'autrui	986 707	0	0
	Installations générales, agencements et aménagements des constructions	5 143 581	0	1 300 790
Installations techniques, matériel et outillage industriels		6 333 846	0	651 494
Autres immobilisations corporelles	Installations générales, agencements, aménagements divers	3 267 300	0	531 733
	Matériel de transport	12 976 371	0	3 670 323
	Matériel de bureau et mobilier informatique	2 836 303	0	542 960
	Emballages récupérables et divers	0	0	0
Immobilisations corporelles en cours		3 283 965	0	2 231 956
Avances et acomptes		0	0	303 944
	TOTAL (III)	**48 247 681**	**0**	**12 736 559**
Participations évaluées par mise en équivalence		0	0	0
Autres participations		28 220 083	0	4 172 860
Autres titres immobilisés		23 186	0	214
Prêts et autres immobilisations financières		237 585	0	37 062
	TOTAL (IV)	**28 480 853**	**0**	**4 210 135**
	TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV)	**78 579 166**	**0**	**16 957 604**

Document soumis au contrôle du Commissaire aux Comptes

Cadre B	IMMOBILISATIONS	Diminutions		Valeur brute à la fin de l'exercice	Réévaluation
		Virement	Cession		Valeur d'origine
Frais d'établissement et de développement (I)		0	0	0	0
Autres postes d'immobilisations incorporelles (II)		0	0	1 861 542	0
Terrains		0	0	385 464	0
Constructions	Sur sol propre	0	0	16 537 502	0
	Sur sol d'autrui	0	5 270	981 437	0
	agencements et aménagements des	0	0	6 444 371	0
Installations techniques, matériel et outillage industriels		0	17 267	6 968 074	0
	agencements,	0	74 471	3 724 563	0
Autres immobilisations corporelles	Matériel de transport	0	875 716	15 770 978	0
	Matériel de bureau et mobilier informatique	0	9 871	3 369 392	0
	Emballages récupérables et divers	0	0	0	0
Immobilisations corporelles en cours		5 166 519	0	349 402	0
Avances et acomptes		268 911	0	35 033	0
	TOTAL (III)	**5 435 430**	**982 595**	**54 566 215**	**0**
Participations évaluées par mise en équivalence		0	0	0	0
Autres participations		0	2 792 860	29 600 083	0
Autres titres immobilisés		0	15	23 384	0
Prêts et autres immobilisations financières		0	60 778	213 868	0
	TOTAL (IV)	**0**	**2 853 653**	**29 837 335**	**0**
	TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV)	**5 435 430**	**3 836 248**	**86 265 092**	**0**

Amortissements

Cadre A	SITUATION ET MOUVEMENTS DES AMORTISSEMENTS DE L'EXERCICE				
Immobilisations amortissables		Début d'exercice	Augment.	Diminutions	Fin de l'exercice
Frais d'établissement et de développement (I)		0	0	0	0
Fonds commercial		0	0	0	0
Autres postes d'immobilisations incorporelles (II)		1 107 331	8 053	0	1 115 384
	TOTAL (I)	**1 107 331**	**8 053**	**0**	**1 115 384**
Terrains		0	0	0	0
Constructions	Sur sol propre	9 866 527	308 268	0	10 174 794
	Sur sol d'autrui	699 592	66 266	2 516	763 341
	Installations générales, agencements	4 536 663	131 237	0	4 667 900
Installations techniques, matériels et outillages		5 179 718	588 295	17 260	5 750 753
Autres immo. corporelles	Installations générales, agencements divers	2 348 276	422 085	73 790	2 696 571
	Matériel de transport	8 895 016	1 781 606	861 962	9 814 660
	Matériel de bureau, informatique et mobilier	2 355 555	293 148	9 745	2 638 957
	Emballages récupérables et divers	0	0	0	0
	TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES (II)	**33 881 347**	**3 590 904**	**965 274**	**36 506 977**
	TOTAL GENERAL (I + II)	**34 988 678**	**3 598 957**	**965 274**	**37 622 361**

Cadre B	VENTILATION DES MOUVEMENTS AFFECTANT LA PROVISION POUR AMORTISSEMENTS DEROGATOIRES						
Immos	DOTATIONS			REPRISES			Fin de l'exercice
	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort fiscal exception-nel	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort fiscal exceptionnel	
Frais étab	0	0	0	0	0	0	0
Fonds comm.	0	0	0	0	0	0	0
Autres	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL I	0	0	0	0	0	0	0
Terrains	0	0	0	0	0	0	0
Constructions :							
sol propre	0	0	0	0	0	0	0
sol autrui	0	0	0	0	0	0	0
install.	0	0	0	0	0	0	0
Autres immobilisations :							
Inst. techn.	0	82 269	0	0	57 539	0	24 731
Inst gén.	0	0	0	0	0	0	0
M.Transport	0	154 938	0	0	23 083	0	131 855
Mat bureau.	0	45 848	0	0	29 872	0	15 976
Emball.	0	0	0	0	0	0	0
CORPO.	**0**	**283 055**	**0**	**0**	**110 494**	**0**	**172 561**
Acquis. de titres	0			0			0
TOTAL		**283 055**	**0**	**0**	**110 494**	**0**	**172 561**

Document soumis au contrôle du Commissaire aux Comptes

Cadre C	Début de l'exercice	Augment.	Diminutions	Fin de l'exercice
Frais d'émission d'emprunt à étaler	0	0	0	0
Primes de remboursement des obligations	0	0	0	0

Provisions et dépréciations

Nature des provisions	Début de l'exercice	Dotations	Reprises	Fin de l'exercice
Provisions gisements miniers et pétroliers	0	0	0	0
Provisions investissements	0	0	0	0
Provisions pour hausse des prix	0	0	0	0
Amortissements dérogatoires	419 294	283 055	110 494	591 855
- Dont majorations exceptionnelles de 30%	0	0	0	0
Provisions implantation étranger avant 1.1.1992	0	0	0	0
Provisions implantation étranger après 1.1.1992	0	0	0	0
Provisions pour prêts d'installation	0	0	0	0
Autres provisions réglementées	0	0	0	0
TOTAL (I)	**419 294**	**283 055**	**110 494**	**591 855**
Provisions pour litige	1 167 903	67 402	172 103	1 063 202
Provisions pour garanties	0	0	0	0
Provisions pour pertes sur marchés à terme	0	0	0	0
Provisions pour amendes et pénalités	0	0	0	0
Provisions pour pertes de change	0	0	0	0
Provisions pour pensions	210 184	4 561	961	213 784
Provisions pour impôts	172 214	217 819	71 723	318 310
Provisions pour renouvellement des immobilisations	0	0	0	0
Provisions pour gros entretien	0	0	0	0
Provisions pour charges soc et fisc sur congés à payer	0	0	0	0
Autres provisions pour risques et charges	2 429 673	2 417 452	2 143 504	2 703 622
TOTAL (II)	**3 979 974**	**2 707 234**	**2 388 291**	**4 298 917**
Provisions sur immos incorporelles	733 448	0	0	733 448
Provisions sur immos corporelles	0	0	0	0
Provisions sur titres mis en équivalence	0	0	0	0
Provisions sur titres de participations	4 700 053	1 675 000	0	6 375 053
Provisions sur autres immos financières	4 853	0	0	4 853
Provisions sur stocks	3 064 086	3 247 914	3 054 968	3 257 032
Provisions sur comptes clients	557 846	155 260	105 531	607 575
Autres provisions pour dépréciations	407 000	0	0	407 000
TOTAL (III)	**9 467 285**	**5 078 174**	**3 160 500**	**11 384 960**
TOTAL GENERAL (I + II + III)	**13 866 554**	**8 068 463**	**5 659 284**	**16 275 733**
Dont dotations et reprises d'exploitation		4 932 547	4 564 103	
Dont dotations et reprises financières		0	0	
Dont dotations et reprises exceptionnelles		3 135 962	1 095 181	
dépréciations des titres mis en équivalence				0

Document soumis au contrôle du Commissaire aux Comptes

Créances et dettes

Cadre A	Etat des créances	Montant brut	A un an au plus	A plus d'un an
Créances rattachées à des participations		1 770 000	1 620 000	150 000
Prêts		0	0	0
Autres immos financières		213 868	29 661	184 207
	TOTAL DES CREANCES LIEES A L'ACTIF IMMOBILISE	**1 983 868**	**1 649 661**	**334 207**
Clients douteux ou litigieux		368 685	368 685	0
Autres créances clients		65 177 227	65 177 227	0
Créances représentatives de titres prêtés		0	0	0
Personnel et comptes rattachés		45 108	45 108	0
Sécurité sociale et autres organismes sociaux		83 480	83 480	0
Etat et autres collectivités	Impôts sur les bénéfices	0	0	0
	Taxe sur la valeur ajoutée	3 677 571	3 677 571	0
	Autres impôts	0	0	0
	Etat - divers	73 545	73 545	0
Groupes et associés		9 753 815	9 753 815	0
Débiteurs divers		110 273	110 273	0
	TOTAL CREANCES LIEES A L'ACTIF CIRCULANT	**79 289 704**	**79 289 704**	**0**
Charges constatées d'avance		293 303	293 303	0
	TOTAL DES CREANCES	**81 566 875**	**81 232 668**	**334 207**
Prêts accordés en cours d'exercice		0		
Remboursements obtenus en cours d'exercice		0		
Prêts et avances consentis aux associés		0		

Document soumis au contrôle du Commissaire aux Comptes

Cadre B	Etat des dettes	Montant brut	A un an au plus	A plus d'un an et - de cinq ans	A plus de cinq ans
Emprunts obligataires convertibles		0	0	0	0
Autres emprunts obligataires		0	0	0	0
Emprunts auprès des établissements de crédits moins de 1 an à l'origine		7 112	7 112	0	0
Emprunts auprès des établissements de crédits plus de 1 an à l'origine		11 934 524	4 310 052	6 486 477	1 137 995
Emprunts et dettes financières divers		0	0	0	0
Fournisseurs et comptes rattachés		32 110 291	32 110 291	0	0
Personnel et comptes rattachés		5 916 542	5 916 542	0	0
Sécurité sociale et autres organismes sociaux		6 285 771	6 285 771	0	0
Etat et autres collectivités publiques	Impôts sur les bénéfices	9 305	9 305	0	0
	Taxe sur la valeur ajoutée	12 809 817	12 809 817	0	0
	Obligations cautionnées	0	0	0	0
	Autres impôts	846 451	846 451	0	0
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		1 524 661	1 524 661	0	0
Groupes et associés		2 675 296	2 675 296	0	0
Autres dettes		1 061 504	1 061 504	0	0
Dette représentative de titres empruntés		0	0	0	0
Produits constatés d'avance		176 708 851	176 708 851	0	0
	TOTAL DES DETTES	**251 890 125**	**244 265 653**	**6 486 477**	**1 137 995**
Emprunts souscrits en cours d'exercice		7 448 595	Emprunts auprès des associés personnes physiques		0
Emprunts remboursés en cours d'exercice		3 644 006			

Charges à payer

Charges à payer	Montant
Emprunts obligataires convertibles	0
Autres emprunts obligataires	0
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	0
Emprunts et dettes financières divers	0
Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés	2 856 466
Dettes fiscales et sociales	7 933 436
Dettes sur immobilisations et Comptes rattachés	0
Autres dettes	52 561
Total	**10 842 463**

Document soumis au contrôle du Commissaire aux Comptes

Produits à recevoir

Produits à recevoir	Montant
Créances rattachées à des participations	0
Autres immobilisations financières	0
Créances clients et comptes rattachés	1 687 592
Personnel et comptes rattachés	0
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	64 288
Etat et autres collectivités publiques	0
Autres créances	4 524
Disponibilités	0
Total	**1 756 404**

Charges constatées d'avance

Charges constatées d'avance	Exploitation	Financier	Exceptionnel
Charges constatees d'avance	58 264	0	0
Charges const d'av Ass diverse	5 564	0	0
Charges const d'av Loyers	193 189	0	0
Charges const d'av locat.diver	36 286	0	0
	0	0	0
	0	0	0
	0	0	0
	0	0	0
	0	0	0
	0	0	0
	0	0	0
	0	0	0
	0	0	0
	0	0	0
	0	0	0
	0	0	0
TOTAL	**293 303**	**0**	**0**

Document soumis au contrôle du Commissaire aux Comptes

Produits constatés d'avance

Produits constatées d'avance	Exploitation	Financier	Exceptionnel
Produits constates d'avance	176 708 851	0	0
	0	0	0
	0	0	0
	0	0	0
	0	0	0
	0	0	0
	0	0	0
	0	0	0
	0	0	0
	0	0	0
	0	0	0
	0	0	0
	0	0	0
	0	0	0
	0	0	0
TOTAL	**176 708 851**	**0**	**0**

Composition du capital social

Catégories de titres	Nombre au début de l'exercice	Créés au cours de l'exercice	Remboursés au cours de l'exercice	Nombre au 30/09/2024	Valeur nominale
Actions ordinaires	210 124			**210 124**	21,42
Actions amorties				**0**	
Actions à dividendes prioritaires (sans droit de vote)				**0**	
Actions préférentielles				**0**	
Parts sociales				**0**	
Certificats d'investissement				**0**	
TOTAL	**210 124**	**0**	**0**	**210 124**	

Document soumis au contrôle du Commissaire aux Comptes

Variation des capitaux propres

Capitaux propres	Ouverture	Augment.	Diminut.	Distribut. Dividendes	Affectation du résultat N-1	Apports et fusions	Clôture
Capital social ou individuel	4 500 000						4 500 000
Primes d'émission, de fusion, d'apport, ...	1 103 444						1 103 444
Ecarts de réévaluation	0						0
Réserve légale	450 000						450 000
Réserves statutaires ou contractuelles	0						0
Réserves réglementées	0						0
Autres réserves	1 809 570						1 809 570
Report à nouveau	3 657 233				1 685 848		5 343 081
Résultat de l'exercice	3 685 848	2 793 924		2 000 000	-1 685 848		2 793 924
Subventions d'investissement	0						0
Provisions réglementées	419 294	283 055	110 494				591 855
TOTAL CAPITAUX PROPRES	**15 625 389**	**3 076 979**	**110 494**	**2 000 000**	**0**	**0**	**16 591 874**

Document soumis au contrôle du Commissaire aux Comptes

Provisions pour risques et charges

Rubriques	Situation et mouvements				
	Provisions au début de l'exercice	Augmentations dotations de l'exercice	Diminutions		Provisions à la fin de l'exercice
			Montants utilisés au cours de l'exercice	Montants non utilisés repris au cours de l'ex.	
Provisions pour litiges	1 167 903	67 402		172 103	1 063 202
Provisions pour garanties donnés aux clients					0
Provisions pour pertes sur marchés à terme					0
Provisions pour amendes et pénalités					0
Provisions pour pertes de change					0
Provisions pour pensions, obligations similaires	210 184	4 561	961		213 784
Provisions pour impôts	172 214	217 819		71 723	318 310
Provisions pour renouvellement immobilisations					0
Provisions pour gros entretiens, grandes révis.					0
Provisions charges soc. fisc. sur congés à payer					0
Autres provisions pour risques et charges	2 429 673	2 417 452	937 453	1 206 050	2 703 623
TOTAL	**3 979 974**	**2 707 234**	**938 414**	**1 449 876**	**4 298 918**

Document soumis au contrôle du Commissaire aux Comptes

Ventilation du chiffre d'affaires

(données en K€)

Rubriques	Chiffre d'affaires France	Chiffre d'affaires Export	Total 30/09/2024	Total 30/09/2023	%
Activité Bâtiment - Travaux Tertiaires	79 070	39	79 108	96 492	-18,02%
Activité INFRA - Réseaux	46 029	198	46 227	66 715	-30,71%
Activité Industrie - Environnement	75 835	608	76 443	38 702	97,52%
Activité Cablage	1 093		1 093	1 092	0,08%
TOTAL	**202 027**	**845**	**202 872**	**203 001**	**-0,06%**

Document soumis au contrôle
du Commissaire aux Comptes

Charges et produits exceptionnels

Libellé	Charges exceptionnelles	Produits exceptionnels
SORTIES D'ACTIFS	17 321	61 062
AMORTISSEMENTS DEROGATOIRES	283 055	110 494
PERTES A TERMINAISON	1 177 907	984 688
DEDITS ET PENALITES	-17 751	0
DEPRECIATIONS DE TITRES	1 675 000	0
TVA CONTROLE FISCAL	40 120	0
DIVERS	27 550	0
	0	0
	0	0
	0	0
	0	0
	0	0
	0	0
	0	0
	0	0
	0	0
	0	0
	0	0
	0	0
	0	0
	0	0
	0	0
	0	0
	0	0
	0	0
	0	0
	0	0
	0	0
	0	0
	0	0
	0	0
	0	0
	0	0
TOTAL	**3 203 202**	**1 156 243**

Document soumis au contrôle du Commissaire aux Comptes

Répartition de l'impôt sur les bénéfices

Répartition	Résultat avant impôt	Impôt dû	Résultat net après impôt
Résultat courant	8 795 649	2 507 228	6 288 421
Résultat exceptionnel à court terme	-2 045 960	-47 290	-1 999 670
Résultat exceptionnel à long terme			
Participation des salariés	-1 438 928	-259 691	-1 179 238
Créance d'impôt à raison des bénéfices fiscaux antérieurs			
RESULTAT COMPTABLE	***5 310 761***	***2 200 247***	***3 109 513***

Document soumis au contrôle du Commissaire aux Comptes

Incidences des évaluations fiscales dérogatoires

Document soumis au contrôle du Commissaire aux Comptes

Rubriques	Dotation	Reprise	Montant
RESULTAT DE L'EXERCICE			2 793 924
Impôt sur les bénéfices			2 214 594
RESULTAT AVANT IMPOT			**5 008 518**
Provisions sur immobilisations			
Provisions relatives aux stocks			
Provisions sur autres actifs			
Amortissements dérogatoires	283 055	110 494	172 561
Provisions spéciales réévaluation			
Plus-values réinvesties			
PROVISIONS REGLEMENTEES	**283 055**	**110 494**	**172 561**
AUTRES EVALUATIONS DEROGATOIRES	**0**	**0**	**0**
RESULTAT HORS EVALUATIONS FISCALES DEROGATOIRES (avant impôt)			**5 181 079**

Fiscalité différée

Libellé	30/09/2024
Bases d'accroissement de la dette future d'impôt	
Provisions réglementées	591 855
Subventions d'investissement	0
Ecart d'évaluation négatif des titres d'O.P.V.C.M	
Ecart de conversion Actif	0
Autres charges déduites d'avance	
Plus values à long terme en sursis d'imposition	
Total bases d'accroissement de la dette future d'impôt	**591 855**
Total passif d'impôt futur	**147 964**
Bases d'allègement de la dette future d'impôt	
Amortissements des logiciels	
Pertes potentielles sur contrat à long terme	-1 177 907
Provisions pour retraites et obligations similaires	-151 747
Autres risques et charges provisionnés	
Charges à payer	-1 734 898
Ecart d'évaluation positif des titres d'O.P.V.C.M	
Ecart de conversion Passif	0
Autres produits taxés d'avance	
Déficits reportables fiscalement	
Total bases d'allègement de la dette future d'impôt	**-3 064 553**
Total actif d'impôt futur	**-766 138**
Situation nette	**-618 174**

(1) Taux d'impôt :	*25,83%*
Dont taux normal d'impôt sur les sociétés :	*25,00%*
Contribution sociale sur l'impôt :	*3,30%*
Contribution exceptionnelle sur l'impôt :	*0,00%*

Document soumis au contrôle du Commissaire aux Comptes

Engagements hors bilan donnés et reçus

Engagements donnés						
Catégories d'engagements	Total	Au profit de				
		Dirigeants	Filiales	Participations	Autres entreprises liées	Autres
Avals & Cautions bancaires	**39 921 550**					39 921 550
Engagements de retraite	**3 353 097**					3 353 097
LLD - Véhicules	**89 676**					89 676
LLD - Matériels	**2 307 337**					2 307 337
TOTAL	**45 671 660**	**0**	**0**	**0**	**0**	**45 671 660**

Document soumis au contrôle
du Commissaire aux Comptes

Engagements reçus						
Catégories d'engagements	Total	Accordés par				
		Dirigeants	Filiales	Participations	Autres entreprises liées	Autres
Cautions fournisseurs	**15 493 044**					15 493 044
Clause de retour à meilleure fortune	**2 078 948**		2 078 948			
TOTAL	**17 571 992**	**0**	**2 078 948**	**0**	**0**	**15 493 044**

Engagements réciproques						
Catégories d'engagements	Total	Dirigeants	Filiales	Participations	Autres entreprises liées	Autres
TOTAL	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**

Effectif moyen

	Effectif moyen salarié		Effectif moyen mis à la disposition de l'entreprise		Effectif moyen global	
Effectf	30/09/2024	30/09/2023	30/09/2024	30/09/2023	30/09/2024	30/09/2023
Ingénieurs et Cadres	249	235			249	235
Agents de maîtrise	265	256			265	256
Employés et techniciens					0	0
Ouvriers	678	623			678	623
Autres					0	0
TOTAL	**1 192**	**1 114**	**0**	**0**	**1 192**	**1 114**

Document soumis au contrôle du Commissaire aux Comptes

Tableau des participations

Filiales et participations (en K€)	Capital	Capitaux propres autres que capital	Quote-part du capital détenu	Valeur comptable des titres détenus		Valeur prêts et avances		Cautions	Chiffre d'affaires	Résultat	Dividendes
				Brute	Nette	Brute	Nette				
Participations (détenues à + de 50 %)	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)
CENERGIA 1bis Rue JB Greuze 33160 Saint Médard en Jalles	320 000	1 360 323	100,00%	10 000 000	8 638 000	0	0	0	16 012 470	389 042	0
ERS 1 Bld du Trieux 35740 Pace	750 000	2 795 683	100,00%	17 076 382	12 537 382	2 830 000	2 830 000	0	41 440 033	-1 038 004	0
GABRIELLE Route de Toulouse-Lassoulan 31480 Cadours	448 048	-574 060	100,00%	474 053	0	1 497 000	1 090 000	0	13 781 333	10 873	0
Participations (détenues entre 10 et 50 %)	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)
EVESA 64 Avenue de Colmar 92500 Rueil Malmaison	1 000 000	271 325	26,00%	260 000	260 000	0	0	0	4	170 623	0
Participations (détenues entre 0.01 et 10%)	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)
TOTAUX	-	3 853 271	-	27 810 435	21 435 382	4 327 000	3 920 000	0	71 233 840	-467 466	0

Document soumis au contrôle
du Commissaire aux Comptes

(1) Capital
(2) Réserves, report à nouveau, résultat, provisions réglementées, subventions
(3) Quote part du capital détenu en %
(4) Valeur comptable des titres détenus
(5) Valeurt comptable nette des tires détenus
(6) Prêts et avances consentis par l'entreprise non encore remboursés
(7) Prêts et avances consentis par l'entreprise non encore remboursés / valeur nette
(8) Montant des cautions et aval donnés par l'entreprise
(9) Chiffre d'affaires HT du dernier exercice écoulé
(10) Résultat du dernier exercice clos
(11) Dividendes encaissés par l'entreprise au cours de l'exercice

(1) **BILAN - ACTIF**

DGFiP **N° 2050 2024**

Copie certifiée conforme

Formulaire obligatoire (article 53 A du Code général des impôts)

Désignation de l'entreprise : SATELEC — Durée de l'exercice exprimée en nombre de mois* 12

Adresse de l'entreprise 0024 AVENUE DU GENERAL DE GAULLE 91170 VIRY CHATILLON — Durée de l'exercice précédent* 12

Numéro SIRET* 9 7 1 2 0 1 5 4 6 0 0 0 4 3 — Néant ☐ *

Exercice N clos le, 30/09/2024

			Brut 1		Amortissements, provisions 2	Net 3
	Capital souscrit non appelé (I)	AA				
ACTIF IMMOBILISÉ* — IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	Frais d'établissement *	AB		AC		
	Frais de développement *	CX		CQ		
	Concessions, brevets et droits similaires	AF	1 128 094	AG	1 115 384	12 710
	Fonds commercial (1)	AH	733 448	AI	733 448	0
	Autres immobilisations incorporelles	AJ		AK		
	Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles	AL		AM		
ACTIF IMMOBILISÉ* — IMMOBILISATIONS CORPORELLES	Terrains	AN	385 464	AO		385 464
	Constructions	AP	23 963 311	AQ	15 606 036	8 357 275
	Installations techniques, matériel et outillage industriels	AR	6 968 074	AS	5 750 753	1 217 320
	Autres immobilisations corporelles	AT	22 864 932	AU	15 150 188	7 714 744
	Immobilisations en cours	AV	349 402	AW		349 402
	Avances et acomptes	AX	35 033	AY		35 033
ACTIF IMMOBILISÉ* — IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)	Participations évaluées selon la méthode de mise en équivalence	CS		CT		
	Autres participations	CU	27 830 083	CV	6 375 053	21 455 030
	Créances rattachées à des participations	BB	1 770 000	BC		1 770 000
	Autres titres immobilisés	BD	23 384	BE		23 384
	Prêts	BF		BG		
	Autres immobilisations financières*	BH	213 868	BI	4 853	209 016
	TOTAL (II)	BJ	86 265 092	BK	44 735 714	41 529 378
ACTIF CIRCULANT — STOCKS *	Matières premières, approvisionnements	BL	1 195 262	BM	217 204	978 059
	En cours de production de biens	BN	146 456 535	BO	3 039 828	143 416 707
	En cours de production de services	BP		BQ		
	Produits intermédiaires et finis	BR		BS		
	Marchandises	BT		BU		
	Avances et acomptes versés sur commandes	BV	348 071	BW		348 071
ACTIF CIRCULANT — CRÉANCES	Clients et comptes rattachés (3)*	BX	65 545 912	BY	607 575	64 938 337
	Autres créances (3)	BZ	13 743 792	CA	407 000	13 336 792
	Capital souscrit et appelé, non versé	CB		CC		
ACTIF CIRCULANT — DIVERS	Valeurs mobilières de placement (dont actions propres : .....)	CD		CE		
	Disponibilités	CF	18 687 626	CG		18 687 626
Comptes de régularisation	Charges constatées d'avance (3)*	CH	293 303	CI		293 303
	TOTAL (III)	CJ	246 270 501	CK	4 271 607	241 998 894
	Frais d'émission d'emprunt à étaler (IV)	CW				
	Primes de remboursement des obligations (V)	CM				
	Ecarts de conversion actif* (VI)	CN				
	TOTAL GÉNÉRAL (I à VI)	CO	332 535 593	1A	49 007 321	283 528 272

Renvois : (1) Dont droit au bail : — (2) part à moins d'un an des immobilisations financières nettes : CP — (3) Part à plus d'un an CR

Clause de réserve de propriété :* Immobilisations : — Stocks : — Créances :

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032

Cegid Group

(2) **BILAN - PASSIF avant répartition** DGFiP **N° 2051 2024**

Formulaire obligatoire (article 53 A du Code général des impôts)

Désignation de l'entreprise SATELEC — Néant ☐ *

			Exercice N
CAPITAUX PROPRES	Capital social ou individuel (1)* (Dont versé : 4 500 000)	DA	4 500 000
	Primes d'émission, de fusion, d'apport, ...	DB	1 103 444
	Ecarts de réévaluation (2)* (dont écart d'équivalence EK)	DC	
	Réserve légale (3)	DD	450 000
	Réserves statutaires ou contractuelles	DE	
	Réserves réglementées (3)* (Dont réserve spéciale des provisions pour fluctuation des cours B1)	DF	
	Autres réserves (Dont réserve relative à l'achat d'oeuvres originales d'artistes vivants* EJ)	DG	1 809 570
	Report à nouveau	DH	5 343 081
	RÉSULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)	DI	2 793 924
	Subventions d'investissement	DJ	
	Provisions réglementées *	DK	591 855
	TOTAL (I)	DL	16 591 874
Autres fonds propres	Produit des émissions de titres participatifs	DM	
	Avances conditionnées	DN	
	TOTAL (II)	DO	
Provisions pour risques et charges	Provisions pour risques	DP	2 810 139
	Provisions pour charges	DQ	1 488 778
	TOTAL (III)	DR	4 298 917
DETTES (4)	Emprunts obligataires convertibles	DS	
	Autres emprunts obligataires	DT	
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (5)	DU	11 941 637
	Emprunts et dettes financières divers (Dont emprunts participatifs EI)	DV	0
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	DW	10 694 794
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	DX	32 110 291
	Dettes fiscales et sociales	DY	25 867 886
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	DZ	1 524 661
	Autres dettes	EA	3 789 361
Compte régul.	Produits constatés d'avance (4)	EB	176 708 851
	TOTAL (IV)	EC	262 637 481
	Ecarts de conversion passif* **(V)**	ED	
	TOTAL GÉNÉRAL (I à V)	EE	283 528 272

RENVOIS				
(1)	Écart de réévaluation incorporé au capital		1B	
(2)	Dont	Réserve spéciale de réévaluation (1959)	1C	
		Ecart de réévaluation libre	1D	
		Réserve de réévaluation (1976)	1E	
(3)	Dont réserve spéciale des plus–values à long terme *		EF	
(4)	Dettes et produits constatés d'avance à moins d'un an		EG	244 265 653
(5)	Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP		EH	7 112

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032

1er EXEMPLAIRE DESTINE A L'ADMINISTRATION

Cegid Group

3 **COMPTE DE RÉSULTAT DE L'EXERCICE (En liste)** DGFiP **N° 2052 2024**

Formulaire obligatoire (article 53 A du Code général des impôts)

Désignation de l'entreprise : SATELEC — Néant ☐ *

1er EXEMPLAIRE DESTINE A L'ADMINISTRATION

			Exercice N			
			France	Exportations et livraisons intracommunautaires		Total
PRODUITS D'EXPLOITATION	Ventes de marchandises*	FA / FB / FC				
	Production vendue : biens *	FD / FE / FF	0			0
	Production vendue : services *	FG / FH / FI	202 026 776	844 975		202 871 751
	Chiffres d'affaires nets *	FJ / FK / FL	202 026 776	844 975		202 871 751
	Production stockée*	FM				34 665 175
	Production immobilisée*	FN				1 876 506
	Subventions d'exploitation	FO				414 089
	Reprises sur amortissements et provisions, transferts de charges* (9)	FP				7 285 187
	Autres produits (1) (11)	FQ				5 126 013
	Total des produits d'exploitation (2) (I)	FR				252 238 720
CHARGES D'EXPLOITATION	Achats de marchandises (y compris droits de douane)*	FS				
	Variation de stock (marchandises)*	FT				
	Achats de matières premières et autres approvisionnements (y compris droits de douane)*	FU				66 574 699
	Variation de stock (matières premières et approvisionnements)*	FV				-114 498
	Autres achats et charges externes (3) (6 bis)*	FW				89 903 390
	Impôts, taxes et versements assimilés*	FX				3 629 382
	Salaires et traitements*	FY				56 235 522
	Charges sociales (10)	FZ				19 235 392
DOTATIONS D'EXPLOITATION	Sur immobilisations : – dotations aux amortissements* (dont amortissement du fonds de commerce (art. 39, 1–2° al.3 du CGI) HS)	GA				3 598 957
	Sur immobilisations : – dotations aux provisions*	GB				
	Sur actif circulant : dotations aux provisions*	GC				3 403 220
	Pour risques et charges : dotations aux provisions	GD				1 529 327
	Autres charges (12)	GE				767 381
	Total des charges d'exploitation (4) (II)	GF				244 762 773
	1 - RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	GG				7 475 947
opérations en commun	Bénéfice attribué ou perte transférée* (III)	GH				452 575
	Perte supportée ou bénéfice transféré* (IV)	GI				164 227
PRODUITS FINANCIERS	Produits financiers de participations (5)	GJ				107 579
	Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé (5)	GK				
	Autres intérêts et produits assimilés (5)	GL				1 020 631
	Reprises sur provisions et transferts de charges	GM				
	Différences positives de change	GN				4 189
	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	GO				
	Total des produits financiers (V)	GP				1 132 399
CHARGES FINANCIERES	Dotations financières aux amortissements et provisions*	GQ				
	Intérêts et charges assimilées (6)	GR				396 733
	Différences négatives de change	GS				5 554
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement	GT				
	Total des charges financières (VI)	GU				402 288
	2 - RÉSULTAT FINANCIER (V - VI)	GV				730 111
	3 - RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS (I - II + III - IV + V - VI)	GW				8 494 406

(RENVOIS : voir tableau n° 2053) * Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032.

Cegid Group

Formulaire obligatoire (article 53 A du Code général des impôts)

4 **COMPTE DE RÉSULTAT DE L'EXERCICE (suite)**

DGFiP **N° 2053 2024**

Désignation de l'entreprise SATELEC — Néant ☐ *

			Exercice N
PRODUITS EXCEPTIONNELS	Produits exceptionnels sur opérations de gestion	HA	
	Produits exceptionnels sur opérations en capital *	HB	61 062
	Reprises sur provisions et transferts de charges	HC	1 095 181
	Total des produits exceptionnels (7) (VII)	HD	1 156 243
CHARGES EXCEPTIONNELLES	Charges exceptionnelles sur opérations de gestion (6 bis)	HE	22 369
	Charges exceptionnelles sur opérations en capital *	HF	44 871
	Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions (6 ter)	HG	3 135 962
	Total des charges exceptionnelles (7) (VIII)	HH	3 203 202
4 - RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (VII - VIII)		HI	-2 046 960
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise	**(IX)**	HJ	1 438 929
Impôts sur les bénéfices *	**(X)**	HK	2 214 594
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V + VII)		HL	254 979 937
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VIII + IX + X)		HM	252 186 013
5 - BÉNÉFICE OU PERTE (Total des produits - total des charges)		HN	2 793 924

RENVOIS

(1)	Dont produits nets partiels sur opérations à long terme	HO	
(2) Dont	produits de locations immobilières	HY	183 660
	produits d'exploitation afférents à des exercices antérieurs (à détailler au (8) ci–dessous)	1G	312 048
(3) Dont	– Crédit–bail mobilier *	HP	
	– Crédit–bail immobilier	HQ	
(4)	Dont charges d'exploitation afférentes à des exercices antérieurs (à détailler au (8) ci–dessous)	1H	188 763
(5)	Dont produits concernant les entreprises liées	1J	1 019 583
(6)	Dont intérêts concernant les entreprises liées	1K	4 413
(6bis)	Dont dons faits aux organismes d'intérêt général (art.238 bis du C.G.I.)	HX	53 270
(6ter)	Dont amortissements des souscriptions dans des PME innovantes (art. 217 octies)	RC	
	Dont amortissements exceptionnel de 25% des constructions nouvelles (art. 39 quinquies D)	RD	
(9)	Dont transferts de charges	A1	2 721 084
(10)	Dont cotisations personnelles de l'exploitant (13)	A2	
	(Dont montant des cotisations sociales obligatoires hors CSG–CRDS) **A5**		
(11)	Dont redevances pour concessions de brevets, de licences (produits)	A3	
(12)	Dont redevances pour concessions de brevets, de licences (charges)	A4	4 957

(13)	Dont primes et cotisations complémentaires personnelles :	facultatives **A6**		obligatoires **A9**	
		Dont cotisations facultatives Madelin **A7**		Dont cotisations facultatives aux nouveaux plans d'épargne retraite **A8**	

(7) Détail des produits et charges exceptionnels (joindre en annexe) : (Si le nombre de lignes est insuffisant, reproduire le cadre (7) et le

	Exercice N	
	Charges exceptionnelles	Produits exceptionnels
SORTIES D'ACTIFS	17 321	61 062
AMORTISSEMENTS DEROGATOIRES	283 055	110 494
PERTES A TERMINAISON	1 177 907	984 688
DEDITS ET PENALITES	-17 751	
DEPRECIATIONS DE TITRES	1 675 000	

(8) Détail des produits et charges sur exercices antérieurs :

	Exercice N	
	Charges antérieures	Produits antérieurs
REGULARISATIONS CLIENTS FOURNISSEURS SEP	60 767	199 073
REGULARISATIONS SOCIALES ET FISCALES	20 124	4 060
REGULARISATIONS DIVERSES	107 872	108 915

1er EXEMPLAIRE DESTINE A L'ADMINISTRATION

Cegid Group

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032.

ANNEXE

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes sociaux annuels de SATELEC (ci-après l'entreprise ou la société)
Etablis pour l'exercice de 12 mois clos au 30/09/2024, les comptes annuels ont été arrêtés par les dirigeants de la société.

Sauf indication contraire, les montants sont exprimés en euros.

METHODES D'EVALUATION ET COMPARABILITE DES COMPTES

Base de préparation des comptes sociaux

Les comptes sociaux annuels de SATELEC pour l'exercice au 30/09/2024 ont été établis conformément aux règles et principes comptables généralement admis en France selon les dispositions du plan comptable général (Règlement ANC n°2014-3 du 5 juin 2014 relatif au PCG) à jour des différents règlements complémentaires à la date de l'établissement des dits comptes annuels

Les conventions comptables d'établissement et de présentation des comptes sociaux ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode du coût historique.
Seules sont exprimées les informations significatives

Opérations en devises

Chiffre d'affaires

Les ventes en devises sont enregistrées en chiffre d'affaires au cours du jour de la vente. L'effet de la couverture est, le cas échéant, comptabilisé dans le même compte de chiffre d'affaires.

Dettes et créances commerciales, disponibilités

Les dettes, créances et disponibilités libellées en devises sont converties en fin d'exercice à leur cours de clôture. Les différences de conversion résultant de la réévaluation des créances et dettes en devises au cours de clôture sont inscrites au bilan en « écarts de conversion actif » lorsqu'il s'agit d'une perte latente et en « écarts de conversion passif » lorsqu'il s'agit d'un gain latent. Les écarts de conversion actifs font l'objet d'une provision à concurrence du risque non couvert.

Les écarts de conversion résultant de la réévaluation des disponibilités sont portés au compte de résultat, sauf si les disponibilités entrent dans une relation de couverture (élément couvert ou couverture). Dans ce cas, les écarts de conversion sont inscrits au bilan et suivent les principes de comptabilité de couverture.

Les écarts de conversion des dettes et créances d'exploitation (provisionnés ou réalisés) sont comptabilisés en résultat d'exploitation. Les écarts de conversion des dettes et créances financières (provisionnés ou réalisés) sont comptabilisés en résultat financier.

Immobilisations acquises libellées en devises

En l'absence de couverture, le coût d'entrée de ces immobilisations est converti en euros à la date d'entrée de l'immobilisation à l'actif. L'écart entre le cours du jour de l'acquisition et le cours effectif de paiement constitue donc une perte ou un gain de change.

Dans le cas d'une couverture, l'effet de la couverture doit obligatoirement être intégré dans la valeur d'entrée de l'immobilisation, en complément du prix d'achat. Les frais engagés au titre de la mise en place de la couverture sont intégrés au coût d'entrée de l'immobilisation.

NOTES SUR LE BILAN

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, ne sont pas rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

La méthode de comptabilisation des composants a été appliquée.

Coûts d'emprunt

L'entreprise a opté pour la comptabilisation en charges des intérêts des emprunts spécifiques à l'acquisition ou à la production d'immobilisations.

Fonds commercial

Les fonds commerciaux inscrits l'actif ont pour origine :
. Droit au bail pour 15 000 Euros,
. Acquisitions en :
1990 de la société EIP pour 262 975 Euros
2003 de la société AEIN pour 68 602 Euros
2014 de la société FAMATEC pour 80 000 Euros;

. Mali de fusion en:
2011 de la société ELP pour 306 871 Euros

Amortissements et Dépréciation des immobilisations corporelles et incorporelles

Amortissements et dépréciations d'un fonds commercial

Conformément au règlement ANC 2015-06, le fonds commercial dont la durée d'utilisation est limitée fait l'objet d'un amortissement. Le cas échéant, il fait également l'objet d'une dépréciation.

Le caractère limité de la durée d'utilisation d'un actif est déterminé, soit à l'origine, soit en cours d'utilisation, au regard des critères, généralement physiques, techniques, juridiques ou économiques, inhérents à l'utilisation par la société de l'actif considéré.

Le montant de la dépréciation comptabilisée s'élève à 718 447 euros.

Amortissement des immobilisations corporelles

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire et dégressif en fonction de la durée de vie prévue.

Constructions :	
- Toiture	10 à 20 ans – mode linéaire
- Fluides	10 ans – mode linéaire
- Aménagements	10 ans – mode linéaire
- Gros œuvre	20 à 50 ans – mode linéaire
Installations techniques	5 à 10 ans
Matériel et outillage industriels :	
- amortissement comptable	durée d'utilisation 2 à 8 ans – mode linéaire
- amortissement fiscal	durée d'usage 2 à 8 ans – mode linéaire ou dégressif
Installations générales, agencements et aménagement	10 ans
Matériel de transport	2 à 5 ans – mode linéaire ou dégressif

Matériel de bureau	2 à 5 ans – mode linéaire ou dégressif
Matériel informatique	2 à 5 ans – mode linéaire ou dégressif
Mobilier	3 à 5 ans

L'entreprise pratique l'amortissement dérogatoire pour bénéficier de la déduction fiscale des amortissements en ce qui concerne les immobilisations dont la durée d'utilisation comptable est plus longue que la durée d'usage fiscale.

Dépréciations des immobilisations corporelles
Une provision pour dépréciation est calculée quand la valeur actuelle d'un actif est inférieure à la valeur nette comptable.
Les tests réalisés n'ont pas conduit à la comptabilisation d'une dépréciation.

Participations, titres immobilisés.

Les titres de participation sont comptabilisés à leur coût d'acquisition y compris les frais d'acquisition (droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes).
La valeur d'inventaire des titres correspond à la valeur d'utilité pour l'entreprise. Elle est déterminée en fonction de l'actif net de la filiale, de sa rentabilité et de ses perspectives d'avenir. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure au coût d'acquisition, une dépréciation est constituée du montant de la différence.

Stocks de matières premières, produits finis et semi-finis

Les coûts d'acquisition des stocks comprennent le prix d'achat, les droits de douane et autres taxes, à l'exclusion des taxes ultérieurement récupérables par l'entreprise auprès des administrations fiscales, ainsi que les frais de transport, de manutention et autres coûts directement attribuables au coût de revient des matières premières, des marchandises, des encours de production et des produits finis. Les rabais commerciaux, remises, escomptes de règlement et autres éléments similaires sont déduits pour déterminer les coûts d'acquisition.
Les stocks de matières premières sont évalués selon la méthode du coût moyen pondéré.

Dépréciation des stocks de matières premières, produits finis et semi-finis

Stocks de matières premières et pièces de rechange
Les stocks sont dépréciés en fonction de leur durée de rotation calculée sur les 12 derniers mois de consommation.
Ils sont classés en trois catégories :
- stock vivant si les quantités en stock sont inférieures à un an de consommation
- stock mort s'il n'y a aucune consommation sur un an
- stock lent si les quantités en stock sont supérieures à un an de consommation

Le taux de provision varie entre 0 et 95%.

Travaux en cours

Le coût de production des en-cours et des produits finis est constitué par :
- le coût d'acquisition des matières premières consommées,
- les charges directes de production,
- les charges indirectes de production.

Selon la nature des travaux, les opérations partiellement exécutées sont comptabilisées selon la méthode de l'avancement ou de l'achèvement.

Pour les opérations comptabilisées selon la méthode à l'avancement :
Par comparaison à la facturation méritée, les factures à émettre sont comptabilisées en "Travaux en cours" et les factures comptabilisées d'avance sont extournées en "Produits constatés d'avance".

Pour les opérations comptabilisées selon la méthode de l'achèvement :
Les travaux en cours correspondent aux coûts de production des affaires partiellement exécutées.
Les factures émises sur ces affaires sont comptabilisées en produits constatés d'avance.
Par comparaison à la facture méritée, le coût de production fait éventuellement l'objet d'une dépréciation.

Les affaires partiellement exécutées présentant une perte complémentaire à la fin du chantier font l'objet d'une provision pour perte à terminaison.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale.

Dépréciation des créances

Les créances clients, hors créances publiques, sont dépréciées comme suit.

- Créances échues entre 1 an et 2 ans 50%
- Créances échues depuis plus de 2 ans 100%

La dépréciation des créances échues depuis moins de 1 an et des créances sur marchés publics s'apprécie au cas par cas.

Centralisation de trésorerie

L'entreprise fait partie de la centralisation de trésorerie du Groupe Fayat, dont le fonctionnement est le suivant :
La société Centralisatrice facture trimestriellement les filiales centralisées et rémunère les excédents de trésorerie des sociétés centralisées au taux EONIA en cours d'année.
Les éventuels excédents de produits financiers dégagés par les placements effectués à partir de ces fonds sont répartis en fin d'exercice.
Les sociétés centralisées en situation emprunteuse rémunèrent la société centralisatrice au taux de rémunération moyen du cash pool.

Provisions réglementées

Les provisions inscrites au bilan sont détaillées sur l'état des provisions et font partie des capitaux propres au bilan.

Provisions pour risques et charges

Les provisions pour risques et charges sont comptabilisées pour faire face à des sorties de ressources probables résultant d'obligations actuelles issues d'évènements passés.

Engagements de retraite

La convention collective de l'entreprise prévoit des indemnités de fin de carrière. Il n'a pas été signé un accord particulier.
Le montant des engagements de la société s'élève à 3 353 097 euros.

La part des engagements qui ont fait l'objet d'une provision s'élève à 151 747 € résulte de l'acquisition du fonds de commerce AES en 2014pour 1
L'indemnité de départ à la retraite est déterminée en appliquant une méthode tenant compte des salaires projetés de fin de carrière, du taux de rotation du personnel, de l'espérance de vie et d'hypothèses d'actualisation des versements prévisibles.
Les hypothèses actuarielles retenues sont les suivantes :

- Taux d'actualisation 3.61%
- Taux de croissance des salaires 2.75%
- Age de départ à la retraite 67 ans
- Table de taux de mortalité table INSEE 2019-2021

NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT

Contrats long terme

La société utilise, suivant la nature des contrats et des travaux, soit la méthode à l'achèvement, soit la méthode à l'avancement :

- Achèvement : le résultat et le chiffre d'affaires provenant de ces contrats à long terme ne sont réputés acquis que lors de la livraison ou de l'achèvement de la prestation. La totalité du chiffre d'affaires est constatée en fin de contrat, de même que le résultat.
- Avancement : le produit pris en compte correspond au prix de vente avancé, calculé sur la base du prix de vente total du contrat, multiplié par le taux d'avancement réel de l'opération déterminé en fonction des débours engagés.

Produits et charges exceptionnels

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'entreprise.

Opérations faites en commun

Les quotes-parts de Sociétés En Participation (SEP) sont constatées en quotes-parts sur opérations faites en commun.
Les quotes-parts de SEP à l'avancement sont comptabilisées jusqu'au 30 septembre N.
La quote-part de résultat des SEP du 1er janvier N au 30 septembre N fait l'objet d'une neutralisation fiscale par le biais d'une réintégration ou déduction fiscale.
Néanmoins, une provision pour impôt est constituée lorsque la quote-part de résultat du 1er janvier au 30 septembre est positive.

Effectif moyen

Pour les exercices ouverts à compter du 9 février 2020, les salariés à prendre en compte pour l'annexe sont :
- ceux titulaires d'un contrat de travail à durée indéterminée ou déterminée
- les employés à temps plein ou temps partiel

Les salariés mis à disposition, y compris les salariés temporaires, les apprentis, les salariés en contrat unique d'insertion ou en contrat de professionnalisation, sont donc exclus.
L'effectif moyen de salariés correspond à la moyenne du nombre de personnes employées au cours de chacun des mois de l'année civile précédente ou du dernier exercice comptable lorsque celui-ci ne correspond pas à l'année civile précédente.

Rémunération des commissaires aux comptes

Nom du commissaire aux comptes	Honoraires comptabilisés au titre du contrôle légal	Honoraires comptabilisés au titre des autres services	Total par commissaire aux comptes
Cabinet DUPOUY & Associés	69 593	0	69 593
GBA	64 284	0	64 284
Montant total des honoraires	**133 877**	**0**	**133 877**

Intégration fiscale

A partir de l'exercice ouvert au 01/01/2013, l'entreprise SATELEC est comprise dans le périmètre d'intégration fiscale du groupe SAS FAYAT, 137 Rue du Palais Gallien 33029 BORDEAUX CEDEX.
La convention d'intégration fiscale est celle préconisée par l'administration fiscale. L'impôt sur les bénéfices est calculé comme en l'absence d'intégration fiscale, excepté les deux points suivants :
- Tous les crédits d'impôts sont directement acquis.
- La quote-part de frais et charges appliquée sur les dividendes perçus des filiales intégrées fiscalement est identique à la quote-part applicable aux dividendes reçus par la tête de groupe (1%).

Les créances d'impôts liées au déficit ne sont pas comptabilisées.

AUTRES INFORMATIONS

Identité de la société mère consolidant les comptes de la société

Dénomination sociale :	F. PARTICIPATIONS
Forme :	SCA
Au capital de :	1 059 719 890 euros
Adresse du siège social :	137 rue du Palais Gallien 33000 BORDEAUX

Les comptes consolidés du Groupe FAYAT sont disponibles au siège de la société :
F. PARTICIPATIONS : 137 rue du Palais Gallien 33000 Bordeaux.

FAITS MARQUANTS

L'exercice clos au 30/09/2024 a été marqué par les événements suivants :

Monsieur DUMINY, président depuis le 03 octobre 2011 de la société SATELEC, a cessé ses fonctions le 13 décembre 2023.
En conséquence, lors du procés verbal de l'AGMEO du 13 décembre 2023, la nomination de Mr Jérôme ALLIX en qualité de nouveau président a été retenue.

Mr ALLIX devient le nouveau Directeur Général de SATELEC par intérim jusqu'en mars 2025, en remplacement de Mr BOURTEEL Antoine.

Mr BOZCMAK a rejoint la société SATELEC en tant que secrétaire général le 06 novembre 2023.

VALORISATION FILIALES
La valorisation réelle de la société ERS est inférieure à la valeur comptable des titres, de ce fait une dépréciation pour titres complémentaire de 1.063.000€ a été comptabilisée sur l'exercice.
La valorisation réelle de la société CENERGIA est inférieure à la valeur comptable des titres, de ce fait une dépréciation pour titres complémentaire de 612.000€ a été comptabilisée sur l'exercice.

ETABLISSEMENT JORDANIE
L'établissement SATELEC JORDANIE a été créé le 24/09/2024 afin de porter le projet de construction d'une centrale électrique adossé à une station d'épuration

Hormis les remarques précédentes, aucun autre fait caractéristique n'est à mentionner au titre de l'exercice écoulé.

AUTRES ELEMENTS SIGNIFICATIFS

Aucun élement significatif n'est à mentionner au titre de l'exercice écoulé.

EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

Aucun événement significatif postérieur à la clôture n'est à signaler.

Immobilisations

Cadre A	IMMOBILISATIONS	Valeur brute au début de l'exercice	Augmentations	
			Réévaluation	Acqu. et apports
Frais d'établissement et de développement (I)		0	0	0
Autres postes d'immobilisations incorporelles (II)		1 850 632	0	10 910
Terrains		385 464	0	0
Constructions	Sur sol propre	13 034 143	0	3 503 359
	Sur sol d'autrui	986 707	0	0
	Installations générales, agencements et aménagements des constructions	5 143 581	0	1 300 790
Installations techniques, matériel et outillage industriels		6 333 846	0	651 494
Autres immobilisations corporelles	Installations générales, agencements, aménagements divers	3 267 300	0	531 733
	Matériel de transport	12 976 371	0	3 670 323
	Matériel de bureau et mobilier informatique	2 836 303	0	542 960
	Emballages récupérables et divers	0	0	0
Immobilisations corporelles en cours		3 283 965	0	2 231 956
Avances et acomptes		0	0	303 944
	TOTAL (III)	**48 247 681**	**0**	**12 736 559**
Participations évaluées par mise en équivalence		0	0	0
Autres participations		28 220 083	0	4 172 860
Autres titres immobilisés		23 186	0	214
Prêts et autres immobilisations financières		237 585	0	37 062
	TOTAL (IV)	**28 480 853**	**0**	**4 210 135**
	TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV)	**78 579 166**	**0**	**16 957 604**

Cadre B	IMMOBILISATIONS	Diminutions		Valeur brute à la fin de l'exercice	Réévaluation
		Virement	Cession		Valeur d'origine
Frais d'établissement et de développement (I)		0	0	0	0
Autres postes d'immobilisations incorporelles (II)		0	0	1 861 542	0
Terrains		0	0	385 464	0
Constructions	Sur sol propre	0	0	16 537 502	0
	Sur sol d'autrui	0	5 270	981 437	0
	agencements et aménagements des	0	0	6 444 371	0
Installations techniques, matériel et outillage industriels		0	17 267	6 968 074	0
	agencements,	0	74 471	3 724 563	0
Autres immobilisations corporelles	Matériel de transport	0	875 716	15 770 978	0
	Matériel de bureau et mobilier informatique	0	9 871	3 369 392	0
	Emballages récupérables et divers	0	0	0	0
Immobilisations corporelles en cours		5 166 519	0	349 402	0
Avances et acomptes		268 911	0	35 033	0
	TOTAL (III)	**5 435 430**	**982 595**	**54 566 215**	**0**
Participations évaluées par mise en équivalence		0	0	0	0
Autres participations		0	2 792 860	29 600 083	0
Autres titres immobilisés		0	15	23 384	0
Prêts et autres immobilisations financières		0	60 778	213 868	0
	TOTAL (IV)	**0**	**2 853 653**	**29 837 335**	**0**
	TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV)	**5 435 430**	**3 836 248**	**86 265 092**	**0**

Amortissements

Cadre A	SITUATION ET MOUVEMENTS DES AMORTISSEMENTS DE L'EXERCICE				
Immobilisations amortissables		Début d'exercice	Augment.	Diminutions	Fin de l'exercice
Frais d'établissement et de développement (I)		0	0	0	0
Fonds commercial		0	0	0	0
Autres postes d'immobilisations incorporelles (II)		1 107 331	8 053	0	1 115 384
	TOTAL (I)	**1 107 331**	**8 053**	**0**	**1 115 384**
Terrains		0	0	0	0
Constructions	Sur sol propre	9 866 527	308 268	0	10 174 794
	Sur sol d'autrui	699 592	66 266	2 516	763 341
	Installations générales, agencements	4 536 663	131 237	0	4 667 900
Installations techniques, matériels et outillages		5 179 718	588 295	17 260	5 750 753
Autres immo. corporelles	Installations générales, agencements divers	2 348 276	422 085	73 790	2 696 571
	Matériel de transport	8 895 016	1 781 606	861 962	9 814 660
	Matériel de bureau, informatique et mobilier	2 355 555	293 148	9 745	2 638 957
	Emballages récupérables et divers	0	0	0	0
	TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES (II)	**33 881 347**	**3 590 904**	**965 274**	**36 506 977**
	TOTAL GENERAL (I + II)	**34 988 678**	**3 598 957**	**965 274**	**37 622 361**

Cadre B	VENTILATION DES MOUVEMENTS AFFECTANT LA PROVISION POUR AMORTISSEMENTS DEROGATOIRES						
Immos	DOTATIONS			REPRISES			Fin de l'exercice
	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort fiscal exception-nel	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort fiscal exceptionnel	
Frais établ	0	0	0	0	0	0	0
Fonds comm.	0	0	0	0	0	0	0
Autres	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL I	0	0	0	0	0	0	0
Terrains	0	0	0	0	0	0	0
Constructions :							
sol propre	0	0	0	0	0	0	0
sol autrui	0	0	0	0	0	0	0
install.	0	0	0	0	0	0	0
Autres immobilisations :							
Inst. techn.	0	82 269	0	0	57 539	0	24 731
Inst gén.	0	0	0	0	0	0	0
M.Transport	0	154 938	0	0	23 083	0	131 855
Mat bureau.	0	45 848	0	0	29 872	0	15 976
Emball.	0	0	0	0	0	0	0
CORPO.	**0**	**283 055**	**0**	**0**	**110 494**	**0**	**172 561**
Acquis. de titres	0			0			0
TOTAL	**283 055**	**0**	**0**	**110 494**	**0**	**172 561**	

Cadre C	Début de l'exercice	Augment.	Diminutions	Fin de l'exercice
Frais d'émission d'emprunt à étaler	0	0	0	0
Primes de remboursement des obligations	0	0	0	0

Provisions et dépréciations

Nature des provisions	Début de l'exercice	Dotations	Reprises	Fin de l'exercice
Provisions gisements miniers et pétroliers	0	0	0	0
Provisions investissements	0	0	0	0
Provisions pour hausse des prix	0	0	0	0
Amortissements dérogatoires	419 294	283 055	110 494	591 855
- Dont majorations exceptionnelles de 30%	0	0	0	0
Provisions implantation étranger avant 1.1.1992	0	0	0	0
Provisions implantation étranger après 1.1.1992	0	0	0	0
Provisions pour prêts d'installation	0	0	0	0
Autres provisions réglementées	0	0	0	0
TOTAL (I)	**419 294**	**283 055**	**110 494**	**591 855**
Provisions pour litige	1 167 903	67 402	172 103	1 063 202
Provisions pour garanties	0	0	0	0
Provisions pour pertes sur marchés à terme	0	0	0	0
Provisions pour amendes et pénalités	0	0	0	0
Provisions pour pertes de change	0	0	0	0
Provisions pour pensions	210 184	4 561	961	213 784
Provisions pour impôts	172 214	217 819	71 723	318 310
Provisions pour renouvellement des immobilisations	0	0	0	0
Provisions pour gros entretien	0	0	0	0
Provisions pour charges soc et fisc sur congés à payer	0	0	0	0
Autres provisions pour risques et charges	2 429 673	2 417 452	2 143 504	2 703 622
TOTAL (II)	**3 979 974**	**2 707 234**	**2 388 291**	**4 298 917**
Provisions sur immos incorporelles	733 448	0	0	733 448
Provisions sur immos corporelles	0	0	0	0
Provisions sur titres mis en équivalence	0	0	0	0
Provisions sur titres de participations	4 700 053	1 675 000	0	6 375 053
Provisions sur autres immos financières	4 853	0	0	4 853
Provisions sur stocks	3 064 086	3 247 914	3 054 968	3 257 032
Provisions sur comptes clients	557 846	155 260	105 531	607 575
Autres provisions pour dépréciations	407 000	0	0	407 000
TOTAL (III)	**9 467 285**	**5 078 174**	**3 160 500**	**11 384 960**
TOTAL GENERAL (I + II + III)	**13 866 554**	**8 068 463**	**5 659 284**	**16 275 733**
Dont dotations et reprises d'exploitation		4 932 547	4 564 103	
Dont dotations et reprises financières		0	0	
Dont dotations et reprises exceptionnelles		3 135 962	1 095 181	
dépréciations des titres mis en équivalence				0

Créances et dettes

Cadre A	Etat des créances	Montant brut	A un an au plus	A plus d'un an
Créances rattachées à des participations		1 770 000	1 620 000	150 000
Prêts		0	0	0
Autres immos financières		213 868	29 661	184 207
TOTAL DES CREANCES LIEES A L'ACTIF IMMOBILISE		**1 983 868**	**1 649 661**	**334 207**
Clients douteux ou litigieux		368 685	368 685	0
Autres créances clients		65 177 227	65 177 227	0
Créances représentatives de titres prêtés		0	0	0
Personnel et comptes rattachés		45 108	45 108	0
Sécurité sociale et autres organismes sociaux		83 480	83 480	0
Etat et autres collectivités	Impôts sur les bénéfices	0	0	0
	Taxe sur la valeur ajoutée	3 677 571	3 677 571	0
	Autres impôts	0	0	0
	Etat - divers	73 545	73 545	0
Groupes et associés		9 753 815	9 753 815	0
Débiteurs divers		110 273	110 273	0
TOTAL CREANCES LIEES A L'ACTIF CIRCULANT		**79 289 704**	**79 289 704**	**0**
Charges constatées d'avance		293 303	293 303	0
TOTAL DES CREANCES		**81 566 875**	**81 232 668**	**334 207**
Prêts accordés en cours d'exercice		0		
Remboursements obtenus en cours d'exercice		0		
Prêts et avances consentis aux associés		0		

Cadre B	Etat des dettes	Montant brut	A un an au plus	A plus d'un an et - de cinq ans	A plus de cinq ans
Emprunts obligataires convertibles		0	0	0	0
Autres emprunts obligataires		0	0	0	0
Emprunts auprès des établissements de crédits moins de 1 an à l'origine		7 112	7 112	0	0
Emprunts auprès des établissements de crédits plus de 1 an à l'origine		11 934 524	4 310 052	6 486 477	1 137 995
Emprunts et dettes financières divers		0	0	0	0
Fournisseurs et comptes rattachés		32 110 291	32 110 291	0	0
Personnel et comptes rattachés		5 916 542	5 916 542	0	0
Sécurité sociale et autres organismes sociaux		6 285 771	6 285 771	0	0
Etat et autres collectivités publiques	Impôts sur les bénéfices	9 305	9 305	0	0
	Taxe sur la valeur ajoutée	12 809 817	12 809 817	0	0
	Obligations cautionnées	0	0	0	0
	Autres impôts	846 451	846 451	0	0
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		1 524 661	1 524 661	0	0
Groupes et associés		2 675 296	2 675 296	0	0
Autres dettes		1 061 504	1 061 504	0	0
Dette représentative de titres empruntés		0	0	0	0
Produits constatés d'avance		176 708 851	176 708 851	0	0
TOTAL DES DETTES		**251 890 125**	**244 265 653**	**6 486 477**	**1 137 995**
Emprunts souscrits en cours d'exercice		7 448 595	Emprunts auprès des associés personnes physiques		0
Emprunts remboursés en cours d'exercice		3 644 006			

Charges à payer

Charges à payer	Montant
Emprunts obligataires convertibles	0
Autres emprunts obligataires	0
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	0
Emprunts et dettes financières divers	0
Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés	2 856 466
Dettes fiscales et sociales	7 933 436
Dettes sur immobilisations et Comptes rattachés	0
Autres dettes	52 561
Total	**10 842 463**

Produits à recevoir

Produits à recevoir	Montant
Créances rattachées à des participations	0
Autres immobilisations financières	0
Créances clients et comptes rattachés	1 687 592
Personnel et comptes rattachés	0
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	64 288
Etat et autres collectivités publiques	0
Autres créances	4 524
Disponibilités	0
Total	**1 756 404**

Charges constatées d'avance

Charges constatées d'avance	Exploitation	Financier	Exceptionnel
Charges constatees d'avance	58 264	0	0
Charges const d'av Ass diverse	5 564	0	0
Charges const d'av Loyers	193 189	0	0
Charges const d'av locat.diver	36 286	0	0
	0	0	0
	0	0	0
	0	0	0
	0	0	0
	0	0	0
	0	0	0
	0	0	0
	0	0	0
	0	0	0
	0	0	0
	0	0	0
TOTAL	**293 303**	**0**	**0**

Produits constatés d'avance

Produits constatées d'avance	Exploitation	Financier	Exceptionnel
Produits constates d'avance	176 708 851	0	0
	0	0	0
	0	0	0
	0	0	0
	0	0	0
	0	0	0
	0	0	0
	0	0	0
	0	0	0
	0	0	0
	0	0	0
	0	0	0
	0	0	0
	0	0	0
	0	0	0
TOTAL	**176 708 851**	**0**	**0**

Composition du capital social

Catégories de titres	Nombre au début de l'exercice	Créés au cours de l'exercice	Remboursés au cours de l'exercice	Nombre au 30/09/2024	Valeur nominale
Actions ordinaires	210 124			**210 124**	21,42
Actions amorties				**0**	
Actions à dividendes prioritaires (sans droit de vote)				**0**	
Actions préférentielles				**0**	
Parts sociales				**0**	
Certificats d'investissement				**0**	
TOTAL	**210 124**	**0**	**0**	**210 124**	

Variation des capitaux propres

Capitaux propres	Ouverture	Augment.	Diminut.	Distribut. Dividendes	Affectation du résultat N-1	Apports et fusions	Clôture
Capital social ou individuel	4 500 000						4 500 000
Primes d'émission, de fusion, d'apport, ...	1 103 444						1 103 444
Ecarts de réévaluation	0						0
Réserve légale	450 000						450 000
Réserves statutaires ou contractuelles	0						0
Réserves réglementées	0						0
Autres réserves	1 809 570						1 809 570
Report à nouveau	3 657 233				1 685 848		5 343 081
Résultat de l'exercice	3 685 848	2 793 924		2 000 000	-1 685 848		2 793 924
Subventions d'investissement	0						0
Provisions réglementées	419 294	283 055	110 494				591 855
TOTAL CAPITAUX PROPRES	**15 625 389**	**3 076 979**	**110 494**	**2 000 000**	**0**	**0**	**16 591 874**

Provisions pour risques et charges

Rubriques	Situation et mouvements				
	Provisions au début de l'exercice	Augmentations dotations de l'exercice	Diminutions		Provisions à la fin de l'exercice
			Montants utilisés au cours de l'exercice	Montants non utilisés repris au cours de l'ex.	
Provisions pour litiges	1 167 903	67 402		172 103	1 063 202
Provisions pour garanties donnés aux clients					0
Provisions pour pertes sur marchés à terme					0
Provisions pour amendes et pénalités					0
Provisions pour pertes de change					0
Provisions pour pensions, obligations similaires	210 184	4 561	961		213 784
Provisions pour impôts	172 214	217 819		71 723	318 310
Provisions pour renouvellement immobilisations					0
Provisions pour gros entretiens, grandes révis.					0
Provisions charges soc. fisc. sur congés à payer					0
Autres provisions pour risques et charges	2 429 673	2 417 452	937 453	1 206 050	2 703 623
TOTAL	**3 979 974**	**2 707 234**	**938 414**	**1 449 876**	**4 298 918**

Ventilation du chiffre d'affaires

(données en K€)

Rubriques	Chiffre d'affaires France	Chiffre d'affaires Export	Total 30/09/2024	Total 30/09/2023	%
Activité Bâtiment - Travaux Tertiaires	79 070	39	79 108	96 492	-18,02%
Activité INFRA - Réseaux	46 029	198	46 227	66 715	-30,71%
Activité Industrie - Environnement	75 835	608	76 443	38 702	97,52%
Activité Cablage	1 093		1 093	1 092	0,08%
TOTAL	**202 027**	**845**	**202 872**	**203 001**	**-0,06%**

Charges et produits exceptionnels

Libellé	Charges exceptionnelles	Produits exceptionnels
SORTIES D'ACTIFS	17 321	61 062
AMORTISSEMENTS DEROGATOIRES	283 055	110 494
PERTES A TERMINAISON	1 177 907	984 688
DEDITS ET PENALITES	-17 751	0
DEPRECIATIONS DE TITRES	1 675 000	0
TVA CONTROLE FISCAL	40 120	0
DIVERS	27 550	0
	0	0
	0	0
	0	0
	0	0
	0	0
	0	0
	0	0
	0	0
	0	0
	0	0
	0	0
	0	0
	0	0
	0	0
	0	0
	0	0
	0	0
	0	0
	0	0
	0	0
	0	0
	0	0
	0	0
	0	0
	0	0
	0	0
TOTAL	**3 203 202**	**1 156 243**

Répartition de l'impôt sur les bénéfices

Répartition	Résultat avant impôt	Impôt dû	Résultat net après impôt
Résultat courant	8 795 649	2 507 228	6 288 421
Résultat exceptionnel à court terme	-2 045 960	-47 290	-1 999 670
Résultat exceptionnel à long terme			
Participation des salariés	-1 438 928	-259 691	-1 179 238
Créance d'impôt à raison des bénéfices fiscaux antérieurs			
RESULTAT COMPTABLE	***5 310 761***	***2 200 247***	***3 109 513***

Incidences des évaluations fiscales dérogatoires

Rubriques	Dotation	Reprise	Montant
RESULTAT DE L'EXERCICE			2 793 924
Impôt sur les bénéfices			2 214 594
RESULTAT AVANT IMPOT			**5 008 518**
Provisions sur immobilisations			
Provisions relatives aux stocks			
Provisions sur autres actifs			
Amortissements dérogatoires	283 055	110 494	172 561
Provisions spéciales réévaluation			
Plus-values réinvesties			
PROVISIONS REGLEMENTEES	**283 055**	**110 494**	**172 561**
AUTRES EVALUATIONS DEROGATOIRES	**0**	**0**	**0**
RESULTAT HORS EVALUATIONS FISCALES DEROGATOIRES (avant impôt)			**5 181 079**

Fiscalité différée

Libellé	30/09/2024
Bases d'accroissement de la dette future d'impôt	
Provisions réglementées	591 855
Subventions d'investissement	0
Ecart d'évaluation négatif des titres d'O.P.V.C.M	
Ecart de conversion Actif	0
Autres charges déduites d'avance	
Plus values à long terme en sursis d'imposition	
Total bases d'accroissement de la dette future d'impôt	**591 855**
Total passif d'impôt futur	**147 964**
Bases d'allègement de la dette future d'impôt	
Amortissements des logiciels	
Pertes potentielles sur contrat à long terme	-1 177 907
Provisions pour retraites et obligations similaires	-151 747
Autres risques et charges provisionnés	
Charges à payer	-1 734 898
Ecart d'évaluation positif des titres d'O.P.V.C.M	
Ecart de conversion Passif	0
Autres produits taxés d'avance	
Déficits reportables fiscalement	
Total bases d'allègement de la dette future d'impôt	**-3 064 553**
Total actif d'impôt futur	**-766 138**
Situation nette	**-618 174**

(1) Taux d'impôt :	*25,83%*
Dont taux normal d'impôt sur les sociétés :	*25,00%*
Contribution sociale sur l'impôt :	*3,30%*
Contribution exceptionnelle sur l'impôt :	*0,00%*

Engagements hors bilan donnés et reçus

Engagements donnés						
Catégories d'engagements	Total	Au profit de				
		Dirigeants	Filiales	Participations	Autres entreprises liées	Autres
Avals & Cautions bancaires	**39 921 550**					39 921 550
Engagements de retraite	**3 353 097**					3 353 097
LLD - Véhicules	**89 676**					89 676
LLD - Matériels	**2 307 337**					2 307 337
TOTAL	**45 671 660**	**0**	**0**	**0**	**0**	**45 671 660**

Engagements reçus						
Catégories d'engagements	Total	Accordés par				
		Dirigeants	Filiales	Participations	Autres entreprises liées	Autres
Cautions fournisseurs	**15 493 044**					15 493 044
Clause de retour à meilleure fortune	**2 078 948**		2 078 948			
TOTAL	**17 571 992**	**0**	**2 078 948**	**0**	**0**	**15 493 044**

Engagements réciproques						
Catégories d'engagements	Total	Dirigeants	Filiales	Participations	Autres entreprises liées	Autres
TOTAL	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**

Effectif moyen

	Effectif moyen salarié		Effectif moyen mis à la disposition de l'entreprise		Effectif moyen global	
Effectf	**30/09/2024**	**30/09/2023**	**30/09/2024**	**30/09/2023**	**30/09/2024**	**30/09/2023**
Ingénieurs et Cadres	249	235			249	235
Agents de maîtrise	265	256			265	256
Employés et techniciens					0	0
Ouvriers	678	623			678	623
Autres					0	0
TOTAL	**1 192**	**1 114**	**0**	**0**	**1 192**	**1 114**

Tableau des participations

Filiales et participations (en K€)	Capital	Capitaux propres autres que capital	Quote-part du capital détenu	Valeur comptable des titres détenus		Valeur prêts et avances		Cautions	Chiffre d'affaires	Résultat	Dividendes
				Brute	Nette	Brute	Nette				
Participations (détenues à + de 50 %)	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)
CENERGIA	320 000	1 360 323	100,00%	10 000 000	8 638 000	0	0	0	16 012 470	389 042	0
1bis Rue JB Greuze 33160 Saint Médard en Jalles											
ERS	750 000	2 795 683	100,00%	17 076 382	12 537 382	2 830 000	2 830 000	0	41 440 033	-1 038 004	0
1 Bld du Trieux 35740 Pace											
GABRIELLE	448 048	-574 060	100,00%	474 053	0	1 497 000	1 090 000	0	13 781 333	10 873	0
Route de Toulouse-Lassoulan 31480 Cadours											
Participations (détenues entre 10 et 50 %)	**(1)**	**(2)**	**(3)**	**(4)**	**(5)**	**(6)**	**(7)**	**(8)**	**(9)**	**(10)**	**(11)**
EVESA											
64 Avenue de Colmar 92500 Rueil Malmaison	1 000 000	271 325	26,00%	260 000	260 000	0	0	0	4	170 623	0
Participations (détenues entre 0.01 et 10%)	**(1)**	**(2)**	**(3)**	**(4)**	**(5)**	**(6)**	**(7)**	**(8)**	**(9)**	**(10)**	**(11)**
TOTAUX	**-**	**3 853 271**	**-**	**27 810 435**	**21 435 382**	**4 327 000**	**3 920 000**	**0**	**71 233 840**	**-467 466**	**0**

(1) Capital
(2) Réserves, report à nouveau, résultat, provisions réglementées, subventions
(3) Quote part du capital détenu en %
(4) Valeur comptable des titres détenus
(5) Valeurt comptable nette des tires détenus
(6) Prêts et avances consentis par l'entreprise non encore remboursés
(7) Prêts et avances consentis par l'entreprise non encore remboursés / valeur nette
(8) Montant des cautions et aval donnés par l'entreprise
(9) Chiffre d'affaires HT du dernier exercice écoulé
(10) Résultat du dernier exercice clos
(11) Dividendes encaissés par l'entreprise au cours de l'exercice

Résultats de la société au cours des 5 derniers exercices

Durée de l'exercice (mois) Date de clôture	30/09/2024	30/09/2023	30/09/2022	30/09/2021	30/09/2020
CAPITAL EN FIN D'EXERCICE					
Capital social	4 500 000	4 500 000	4 500 000	4 500 000	4 500 000
Nombre d'actions :					
- ordinaires	210 124	210 124	210 124	210 124	210 124
- à dividende prioritaire					
Nombre maximal d'actions futures à créer					
- par conversion d'obligations					
- par droit de souscription					
OPERATIONS ET RESULTATS					
Chiffre d'affaires hors taxes	202 871 751	203 001 432	199 177 613	195 693 002	197 731 279
Résultat avant impôts et charges calculées	12 455 629	12 416 334	10 305 883	7 389 085	-8 773 549
Impôt sur les bénéfices	2 214 594	1 433 057	1 085 506	519 935	289 576
Participation des salariés dûe au titre de l'exercice	1 438 929	981 551	638 347	79 045	0
Dotations aux amortissements et provisions	6 008 182	6 315 877	2 375 117	1 339 782	-10 917 977
Résultat après impôts et charges calculées	2 793 924	3 685 848	6 206 910	5 450 323	1 854 852
Résultat distribué au titre de l'exercice		2 000 000	5 000 000	3 000 000	800 000
RESULTAT PAR ACTION					
Résultat après impôts mais avant charges calculées	42	48	41	32	-43
Résultat après impôts et charges calculées	13	18	30	26	9
Dividende ordinaire net attribué à chaque action		10	24	14	4
PERSONNEL					
Effectif moyen des salariés employés	1 192	1 114	1 104	1 181	1 358
Montant de la masse salariale de l'exercice	56 235 522	51 297 097	47 759 565	48 110 034	55 087 837
Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux de l'exercice (sécurité sociale, retraites...) (EUR)	19 235 392	16 791 289	16 534 634	16 004 304	19 657 399